

# INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 267  
du 6 juin 1988

**FRANCE**  
Après  
la victoire  
de Mitterrand

**DANEMARK**  
Poussée  
de l'extrême-droite

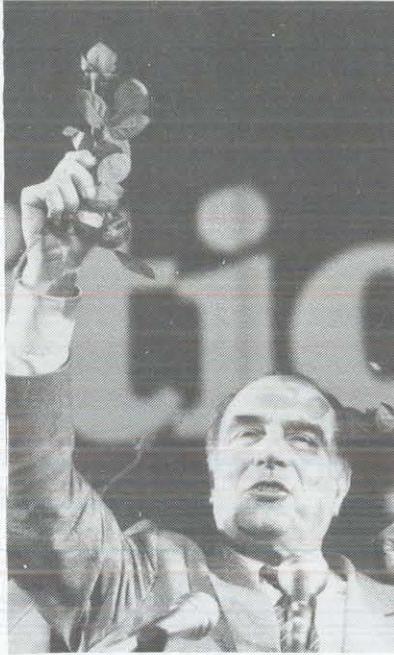
**ITALIE**  
Democrazia  
Proletaria  
en congrès



Berlin 68

**PAYS DE L'EST**  
Dépasser  
les frontières

15 FF - 4 FS - 85 FB



# INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Editée par Presse-Edition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte, Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

## SOMMAIRE DU NUMERO 267 DU 6 Juin 1988

- 3 **FRANCE**  
Après la victoire de Mitterrand  
Interview de *Daniel BENSAID*
- 7 **GRANDE-BRETAGNE**  
Tony Benn candidat de la gauche  
travailliste  
Interview de *Tony Benn*
- 9 **DANEMARK**  
Poussée de l'extrême-droite  
*Gerry FOLEY*
- 10 **SALVADOR**  
Echec de la réforme agraire  
*Michel RIVIERE*
- 15 **UNION SOVIETIQUE**  
L'arrestation de Piatnitski  
*Ernest MANDEL*
- 16 **PAYS DE L'EST**  
Quand l'Est rencontre l'Est  
*A. M.*
- 17 **Dépasser les frontières**  
Interview de *Vaclav Havel*  
*East European Reporter*
- 20 **ITALIE**  
*Democrazia proletaria*, reflets  
d'un congrès  
*Livio MAITAN*
- 25 **ALLEMAGNE**  
Berlin 68  
*Tariq ALI*
- 28 **TCHECOSLOVAQUIE**  
Mort en prison  
*Informace o Charte 77*

# INPRECOR



1  
9  
8  
7

La collection 1987 est disponible, au prix de 120 ff (plus 22 francs de port). La collection 1987 est disponible, au prix de 120 ff (plus 22 francs de port). Elle est également en vente à la librairie "La Brèche", 9 rue de Tunis, 75011 Paris.

120 FF - 600 FB - 30 FS

## ABONNEMENT

24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune .....

Code postal..... Pays.....

Abonnement  Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90. Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :  
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :  
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :  
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :  
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :  
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :  
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire -  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS - Tél : 45.32.06.23

# Après la victoire de Mitterrand

**DEFAITE de la droite, victoire de Mitterrand, poussée spectaculaire du Front national et effondrement du PC, bilan de la campagne Juquin, perspectives pour l'après-législatives prévues pour les 5 et 12 juin, autant d'éléments sur lesquels Inprecor a interrogé Daniel Bensaïd, membre du Bureau politique de la LCR.**

**D**ANIEL BENSALD : Le premier élément qui apparaît dans ces élections, c'est une relative stabilité dans la ligne de partage entre droite et gauche, par rapport à 1981. Mais, cette stabilité a un sens. Elle marque une limite sur le terrain électoral dans l'évolution des rapports de forces entre la gauche - le mouvement ouvrier - et la droite, après les expériences de la gauche au gouvernement mais, en même temps, elle masque les différenciations profondes qui se produisent de part et d'autre.

Dans le maintien des résultats de droite, il y a un pôle dynamique et une radicalisation à droite, entraînée par la montée du Front national.

Dans le maintien global de la gauche, il y a le gonflement continu du Parti socialiste et, en revanche, l'effritement, pour ne pas dire l'effondrement, du Parti communiste maintenant réduit à moins de 7%, sans qu'apparaisse encore un pôle dynamique de reconstruction, de remobilisation, qui donne une impulsion dynamique à une radicalisation à gauche. En un mot, d'un côté il y a la poussée du Front national qui déplace nettement le centre de gravité à droite, de l'autre côté, il y a plutôt la poursuite de la déstructuration du mouvement ouvrier, sur le plan syndical, et surtout, les menaces que font peser sur les positions du mouvement ouvrier, les résultats de ces élections, s'ils devaient se confirmer aux municipales par exemple.

Il y a là le risque d'une hécatombe des municipalités les plus traditionnelles du Parti communiste, et en revanche, d'une apparition substantielle sur le terrain municipal, c'est-à-dire, d'un enracinement institutionnel du Front national.

■ **Peux-tu revenir sur la poussée spectaculaire du Front national, même par rapport aux législatives de 1986 avec, notamment, l'apparition**

**massive de ce parti dans ce qui était tout de même des "bastions" traditionnels du mouvement ouvrier, je pense en particulier à toute la banlieue parisienne, la "ceinture rouge".**

- Tout le monde a souligné, en plus du score "brut" de 14,39% obtenu par le Front national, la composition clairement populaire de son électorat, sa percée dans des régions ou des villes où, traditionnellement, le Parti communiste était fort. C'était déjà le cas lors des dernières élections pour les quartiers nord de Marseille, cette concurrence vis-à-vis du PC se précise également dans la banlieue parisienne avec des villes qui sont presque des symboles de l'implantation municipale du PC, telles Saint-Denis ou Montreuil, où le Front national devance aujourd'hui le Parti communiste.

Jusqu'à présent, on s'interrogeait sur les limites du Front national, sur son caractère éphémère, sur le fait qu'il s'agissait d'un phénomène strictement électoral et pas d'une structuration sociale.

On insistait donc sur les différences de contexte et de modalité, avec la montée des partis fascistes de l'entre-deux-guerres. Tout cela demeure vrai en termes généraux, mais il s'est tout de même produit une inflexion significative au cours de cette campagne-là, c'est-à-dire que l'accumulation électorale commence à se concrétiser par une présence sociale, une volonté déclarée de la part du Front national, de traduire sur le terrain social, son influence électorale. Cela s'est matérialisé par la manifestation du Front national

pour le 1er mai, qui a tout de même rassemblé plusieurs milliers de personnes ; cela se précisera d'ici un an à peine, avec la tentative de conquérir, et il est en position de le faire, une vingtaine de municipalités, la plus symbolique étant évidemment Marseille, la seconde ville de France, où le Front national fait 28% et où il a des chances réelles de l'emporter. Mais c'est aussi le cas d'une série de villes importantes où le Front national est le premier parti de droite et donc sera en position de marchander et de faire payer lourdement les autres partis de droite, si ces derniers refusent l'alliance, voire le soutien direct ou caché, au Front national.

Les raisons de cette situation ont été largement décrites : persistance de la crise, du chômage, expression de la frustration sociale, inquiétude ou désespoir de certains secteurs. Mais, si l'on veut prendre réellement ce phénomène au sérieux, tous les ressorts de cette montée doivent être pris en considération. Il y a les racines sociales, c'est vrai, mais il y a aussi des facteurs politiques, c'est-à-dire une frustration devant le déclin de l'impérialisme français. Tout ce qui avait été refoulé, interdit dans la vieille tradition de la droite française, depuis la Résistance, ressurgit. Aujourd'hui les tabous sont levés, les transgressions sont permises et il est symptomatique que cette montée du Front national coïncide avec la dernière des guerres coloniales qui s'engage en Nouvelle-Calédonie. L'impérialisme français n'est plus en condition économique, comme puissance économique internationale, de jouer le rôle qui correspond à ses appétits et ses ambitions sur le plan militaire et diplomatique.

L'horizon de l'entrée dans l'Europe en 1992, accentue ce trouble d'identité politique et je crois que le phénomène Le Pen n'est pas passager et que la véritable riposte ne pourra pas s'en tenir à la défense des institutions démocratiques, même si elle est importante, au terrain parlementaire. Il faut dire clairement que le Parti socialiste qui utilise la montée de Le Pen comme instrument de division à droite, pour essayer de détacher la droite "civilisée", celle qui serait prête à collaborer à un régime de centre-gauche, joue avec le feu. C'est également vrai sous une autre forme pour le Parti communiste qui, face à la montée de Le Pen, reste enfermé dans une politique sectaire, de division qui s'est encore traduite par la dispersion des ristes ouvrières le 1er Mai. Pour nous, c'est un des problèmes politiques des années à venir.

■ **Les 6,70% qu'a fait le PC, sont le score le plus bas depuis sa création, depuis 1920. Si l'on regarde les deux phénomènes parallèles, montée du Front national et baisse du PC, peut-on dire que le Front national remplit aujourd'hui un vide social qu'occupait auparavant Le Parti communiste ?**

- S'il est vrai que Le Pen a récupéré une partie de l'électorat du PC, il ne l'a pas fait forcément en une seule étape. Cer-

## Election présidentielle 1988

### Premier tour

François Mitterrand (PS)	34,10%
Jacques Chirac (RPR)	19,90%
Raymond Barre (UDF)	16,55%
Jean-Marie Le Pen (FN)	14,41%
André Lajoinie (PC)	6,78%
Antoine Waechter (Verts)	3,78%
Pierre Juquin	2,10%
Ariette Lagullier (LO)	2,00%
Pierre Bousset (MPPT)	0,38%

### Deuxième tour

François Mitterrand	54,02%
Jacques Chirac	45,97%



Raymond Barre (DR)

tains de ses électeurs ont transité par l'abstention, puis ont fini par basculer à droite. Mais Le Pen a également récupéré (sinon on n'expliquerait pas le score de 19% de Chirac) une partie de l'électorat de ce dernier. Le "réservoir" du FN n'est pas donc le seul PCF, bien que, très clairement, le Front national s'adresse et vise l'électorat populaire acquis jusque-là soit au PC, voire au PS. Il y a une véritable préoccupation explicite de la part des dirigeants du Front national de mordre sur la base sociale et électorale du mouvement ouvrier.

Nous avons évoqué les facteurs d'ordre directement politique ou économique, mais il faudrait y ajouter que c'est le contrecoup de l'énorme déception du contrat non-rempli de la gauche au gouvernement. Qu'au-delà qu'un bilan plus que mitigé en matière sociale et de reniement, le fait majeur de la gauche au gouvernement soit d'avoir enterré de ses propres mains, tout espoir de changement et de réponse d'ensemble à la crise, se traduit aujourd'hui par le fait que Le Pen apparaît aujourd'hui, comme quelqu'un - même si on ne sait pas très bien sur quoi - qui défend, dans une campagne électorale totalement vide de projet, des "valeurs", bien évidemment pour nous totalement négatives, mais en tout cas une position claire.

Quant au tissu social dont tu parlais, il est évident qu'il y a là une espèce de corrélation entre, d'un côté, la perte d'identité de classe qu'incarnait et entretenait le PC pendant des années, cette fierté, cette dignité d'être ouvrier. C'était le sentiment d'appartenir à une collectivité, le monde du travail, les travailleurs, la classe ouvrière, qui était valorisé, qui donnait aux gens qui en étaient membres, conscience de leur importance, de leurs droits, de leurs propres valeurs. Avec l'effritement auquel nous assistons, la recherche d'identité est troublée par les mutations de la crise, par l'entrée dans l'Europe, elle se replie sur l'affirmation des valeurs nationales les plus traditionnelles ce qui, d'ailleurs va poser des problèmes à la bourgeoisie. Car entrer dans l'Europe avec cette montée du nationalisme est lourd de contradictions et de crises possibles. Mais, en tout cas,

c'est la reconstitution complètement mythique, fallacieuse et imaginaire, de réflexes d'identité et de solidarité, qui ont été détruits ou abandonnés par le mouvement ouvrier.

Du côté du PC, la question est grave. Il est symbolique que ce soit le plus mauvais score du PC même par rapport aux grandes années sectaires de 1930, mais, surtout, ce déclin électoral risque d'avoir des effets cumulatifs, en chaîne, sur tous les niveaux de l'appareil. On imagine mal que le PC réduit à la portion congrue dans la vie politique puisse très longtemps maintenir une hégémonie aussi absolue sur la CGT, qui reste le premier syndicat. De la même façon, avec le système électoral actuel, et à moins que le Parti socialiste ne lui fasse des cadeaux au PC, il risque purement et simplement, dans un premier temps de ne plus avoir de groupe parlementaire pour lequel il faut 30 députés, et ensuite de subir des coupes sombres dans le réseau des municipalités qu'il contrôle depuis longtemps. Nous pouvons assister à l'écroulement d'un château de cartes, de la base matérielle, sociale,

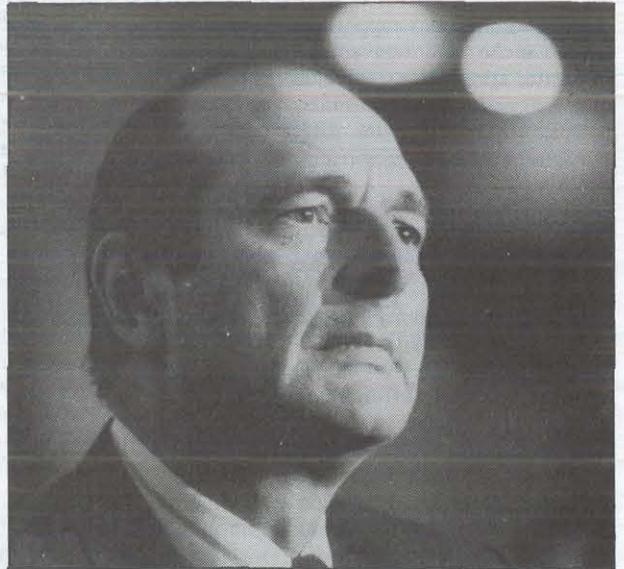
d'une partie de l'appareil. Il faut y ajouter ces derniers jours, les critiques explicites des organes soviétiques en direction du PC ce qui, sans anticiper, peut annoncer un lâchage du PC par l'Union soviétique. Pour quel projet, c'est une question qui reste ouverte. A l'évidence, dans la politique européenne, les Soviétiques peuvent être intéressés à développer leurs rapports avec la social-démocratie ou l'euro-gauche du Parlement européen et à entretenir des liens avec de petits partis communistes mais qui seraient essentiellement des groupes de pression à la périphérie d'une social-démocratie hégémonique.

■ *La LCR a soutenu la candidature de Pierre Juquin en commun avec d'autres organisations, notamment le courant rénovateur communiste. A franchement parler, tout le monde a été un peu déçu du score qu'a "fait" Juquin lors de ces élections, même s'il faut nuancer cette appréciation quand on regarde dans le détail les résultats.*

- Du point de vue électoral, on peut dire qu'il y a non pas une déception, mais le constat que la candidature de Juquin n'a pas occupé tout l'espace politique et électoral qu'elle laissait espérer, qu'elle pou-

vait d'ailleurs occuper, même si l'on ne pense pas qu'une candidature et un rassemblement récent autour d'elle, qui ne reposent que très indirectement et très partiellement sur un élan social, c'est-à-dire la référence aux luttes de l'hiver 86, pouvaient très rapidement réussir une percée électorale. Par contre, ce que l'on pouvait attendre, c'est que la candidature de Juquin rassemble environ un million d'électeurs, c'est-à-dire aux environs de 3%. Autrement dit, la marge de progression sur laquelle repose la déception, pour être sobre et précis, c'est 0,5 ou 1% de plus qui aurait été possible.

C'est important, parce que c'est de là que peut partir un regard critique sur le bilan de la campagne. Tu mentionnais l'inégalité des scores de Juquin, c'est que derrière la moyenne nationale de 2,1%, il y a des inégalités importantes qui n'existent pas, par exemple, dans les scores de Lutte ouvrière. Juquin fait des scores de 3,5%, 4 voire 5%, dans certaines villes ou banlieues où il a effectivement mordu réellement sur l'électorat du PC, là où la crise du PC est très forte, dans le Finistère en Bretagne où il égale le PC, c'est également le cas dans le Doubs, l'Est de la France, ou dans certaines grandes villes comme Toulouse, où il n'y a que 1,5% de différence entre Lajoinie et Juquin. Mais ces résultats inégaux confirment que les réserves électorales de Juquin se situaient



Jacques Chirac (DR)

dans la mouvance de l'électorat communiste, voire parmi les électeurs communistes qui s'étaient détachés lors des précédentes élections, du Parti communiste. La conclusion que l'on peut en tirer, c'est que la tentative de viser plusieurs électors dispersés, de donner une image hybride, n'a pas été "payante" électoralement, car elle était erronée politiquement. On peut bien sûr chercher à élargir aux mouvements sociaux, nous sommes pour, mais à partir d'une identité et d'un projet politiques assez clairement tracés et définis, ce qui ne fut pas le cas, et c'est là que se situent les carences de la campagne. Evidemment, ce résultat électoral a des inconvénients, il freine, il limite l'élan qui

pouvait se dessiner à partir de la candidature, qui ne se cantonne pas aux élections, qui devait aller au-delà. C'est l'aspect critique, mais ce dernier nuance, sans les annuler pas tous les aspects positifs de cette première expérience.

Nous ne regrettons pas quant à nous, de nous y être engagés. Le résultat électoral, bien que décevant, est honorable voire bon, dans certains secteurs ou certaines régions. Deuxièmement, autour de la candidature, il y a un courant unitaire qui a renoué avec un certain nombre de questions qui vont devenir clés dans la nouvelle situation politique, qui s'est réarmé sur des éléments de principe brouillés ou bradés par la gauche au gouvernement. Il a pris ses distances avec le "réalisme" gouvernemental, les politiques de gestion, que ce soit sur la question de la force de frappe, du droit de vote des immigrés, sur quelques revendications clés telles les 35 heures sans diminution de salaire, ou sur le soutien à la lutte d'indépendance kanake. Cette réaffirmation au plan électoral s'est aussitôt traduite en action au lendemain des élections puisque le 1er Mai, le courant qui s'est retrouvé derrière Pierre Juquin aux élections, a été également au cœur de la mobilisation pour imposer un 1er Mai unitaire contre Le Pen et sur les revendications. Ce courant a également été le premier à manifester dans la rue contre le massacre du colonialisme français en Kanaky. Je crois que nous avons là la vérification que les questions, les thèmes, les valeurs, mis en avant dans la campagne de Pierre Juquin, pris au sérieux, constituent les bases ou, au moins, les éléments-clés pour remettre en mouvement une mobilisation militante, radicale, indépendante des partis traditionnels et échappant à la politique réformiste classique des partis majoritaires dans la classe ouvrière. C'est un point réel dans les comités, que l'on vérifie partout nationale-

**■ Mais il semblerait que les législatives anticipées, conséquence de la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par François Mitterrand, aient un peu mis à mal ce cadre unitaire des comités, je pense notamment à la décision des renovateurs de faire cavalier seul en refusant les candidatures unitaires ?**

- Sur la base de ce que je viens de décrire, il était prévu de préparer une première rencontre de bilan des comités fin juin et d'essayer de tracer en commun des perspectives pour la rentrée de l'automne 88. Or, le mouvement encore fragile et embryonnaire a été tout de suite percuté par les reclassements consécutifs à la campagne électorale, et notamment par la première épreuve que constituent les élections législatives anticipées qui résultent de la dissolution de l'Assemblée. Evidemment ces législatives sont de loin favorables au Parti socialiste qui en a l'initiative. Elles lui permettent de pousser l'avantage sur le terrain électoral, d'affir-

mer la politique d'ouverture au centre et, en même temps, de cueillir à froid aussi bien les partis de droite qui n'ont pas le temps de se réorganiser, que les partenaires de gauche du parti socialiste.

A droite, nous allons voir ce qui va se passer, puisque dans un premier temps, ces partis ont serré les rangs autour d'une coalition commune rassemblant l'UDF et le RPR, mais les problèmes pour eux viendront vraisemblablement au second tour, dans les négociations en fonction de la place qu'occuperont les candidats du Front national.



Jean-Marie Le Pen (DR)

A gauche, pour le moment, le PS a essayé dans un premier temps d'ouvrir et de laisser de la place, des circonscriptions gagnables, aussi bien à ses alliés potentiels du centre qu'à gauche, c'est-à-dire d'élargir la majorité présidentielle, principalement au centre, mais en cherchant une caution à gauche pour donner une image symétrique de l'ouverture. Il s'est adressé à Pierre Juquin, aux militants de son mouvement, au PC, au PSU, aux écologistes, etc. Il voulait faire un grand mouvement d'aspiration dans une nouvelle majorité présidentielle, mouvement qui n'a pas abouti jusqu'à présent. Les alliances au centre sont restées limitées, le PC a récusé les propositions du PS, en disant qu'il se présentait et que le PS devrait voir ensuite s'il se retirait ou se maintenait face aux candidats communistes, et il en a été de même dans la position adoptée par la direction de campagne de Pierre Juquin.

La décision a été prise de présenter des candidats mais de ne pas négocier avec le PS et de ne pas servir de caution de gauche dans une opération de soutien à la majorité présidentielle. Cette première épreuve politique, qui n'était pas majeure, a néanmoins suffi à faire voler en éclats, à mettre en évidence les réponses divergentes ou centrifuges dans les forces engagées autour de la campagne de Pierre Juquin. D'une part, les renovateurs communistes ont hésité. Après avoir eu la tentation de présenter des candidats sous leurs propres couleurs, ils ont finalement décidé de mener campagne dans les comités pour qu'il n'y ait pas de présentation de candidats, avec plusieurs arguments.

Certains sont d'ordre d'efficacité élec-

torale qui peuvent être réels : difficultés matérielles et financières à mener une campagne aussi rapide ; la possibilité que dans une campagne électorale aussi courte et le bref état de grâce électoral prévisible du PS, le résultat soit plus que médiocre et vraisemblablement inférieur à celui de la campagne Juquin, etc. Mais, en réalité, le principal argument des renovateurs tient surtout aux attentes et aux espoirs qu'ils peuvent nourrir du côté de ce que l'on nomme la nouvelle vague d'opposition, la rénovation interne, du Parti communiste.

Il y a déjà eu plusieurs appels signés ; la fermentation prévisible au sein du PC commence à se manifester, pas encore de façon explosive, pour cela il faudra attendre sans doute après les législatives, mais cela est suffisant pour que les renovateurs fassent le choix prioritaire de se tourner vers l'opposition dans le PC, avec en contrepartie, une prise de distance, non seulement avec Pierre Juquin et les comités qui ont mené la campagne, mais vraisemblablement aussi, envers la Ligue. Tout cela est peut-être très conjoncturel, peut fluctuer très vite, mais pour le moment, nous assistons plutôt à une prise de distance générale des renovateurs pour être, d'après eux, en position plus avantageuse de dialogue avec l'opposition interne. D'un autre côté, certains partenaires, au PSU notamment, ont manifesté la tentation de répondre positivement aux sirènes du PS, c'est-à-dire de négocier, de mettre à l'épreuve la volonté d'ouverture du PS, en prenant au mot les offres de dialogue et d'ouverture, en présentant des candidats dans des circonscriptions laissées en jachère par le Parti socialiste.

Tout cela a contribué à tirer à hue et à dia les composantes de la candidature Juquin bien que, globalement, dans les comités, se soit dégagé un courant largement majoritaire en faveur d'une position, que par ailleurs nous défendions, qui était de présenter dans la limite de nos forces, sans en faire une opération de grande envergure, des candidats sur la base des acquis de la campagne présidentielle, sur les mêmes axes, ce qui se traduit par la présentation d'une quarantaine de candidats, se situant clairement en dehors de "la majorité présidentielle".

Nous pensons qu'il était important de maintenir - même dans des conditions peu favorables - cette démarche-là, même par rapport aux développements de l'opposition dans le PC, qui est jusqu'à maintenant, pour le peu qu'on puisse en voir, un mélange de protestation sur le manque de démocratie, l'absence de démarche unitaire, mais qui est encore une nébuleuse dont peuvent sortir aussi bien des courants unitaires à la gauche du PC et du PS, que des courants unitaires à la charnière de ces deux partis, refaisant une opération du type Fizbin en 1981. Tout cela est ouvert et, à notre avis, la meilleure façon d'interpeller les divers courants à l'intérieur du PC, et les amener à se clarifier sur les questions fondamentales, c'est de maintenir sur le terrain politique une démarche en toute occasion, que ce soit en



André Lajoinie (DR)

terme de lutte ou en termes électoraux, mais qui trace au moins la continuité en termes d'une politique différente, telle qu'elle a été amorcée au cours de la campagne Juquin. La présentation de ces candidats se fait à une échelle modeste mais c'est finalement la meilleure façon pour persévérer ensemble et éviter la dispersion qui s'est dessinée à la première difficulté.

■ **Comment peut-on analyser les résultats des Verts ? On peut maintenant penser que l'électorat de ce mouvement existe de façon traditionnelle même s'il est plus minoritaire que dans d'autres pays. Waechter, avec ses 3,9%, retrouve le score de Brice Londe en 1981.**

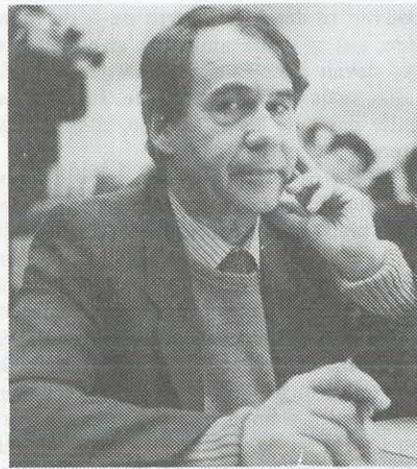
- Le score des Verts fut une surprise, même pour nous, il confirme la stabilité d'un électorat vert. Les raisons d'un tel électorat sont à rapporter à une tendance générale qui est, par delà une stabilité apparente, l'effritement du monopole du contrôle des partis traditionnels. Si nous avions en France un véritable scrutin proportionnel, cette tendance s'accélérait assez vite et assez considérablement, c'est une question ouverte. Globalement, le vote vert représente une méfiance envers les grands appareils et leur bilan.

En même temps, il faut souligner qu'il serait pour le moins hasardeux de confondre l'électorat vert en France et sa signification, avec ce qu'il peut y avoir en Allemagne. Nous avons à faire à un courant très vert pâle, qui refuse de se situer entre la gauche et la droite, par exemple en refusant de se prononcer sur le deuxième tour des élections et qui, plus généralement, rejette toute référence et tout lien avec le mouvement ouvrier. Or, autant nous pensons que le mouvement ouvrier doit prendre à bras le corps les problèmes du progrès, de l'écologie, de l'environnement, autant une orientation politique qui en resterait là devant les enjeux de société qui sont posés derrière les élections, devant la montée du Front national, est une diversion d'énergie par rapport à ce qui va devenir nécessaire en terme de mobilisation et en référence au mouvement ouvrier. Il n'y a pas de courant militant vert, il y un

phénomène électoral et, à la différence de ce qui a pu se produire dans d'autres pays, au vu du spectre des forces qui existent déjà en France dans le mouvement ouvrier, le Parti socialiste, le Parti communiste même affaibli, mais aussi avec la Ligue, les communistes rénovateurs, les courants rassemblés derrière la candidature de Juquin, ou même Lutte ouvrière, je ne pense pas que l'on puisse assister à un phénomène comparable au phénomène allemand.

En ce qui concerne Lutte ouvrière, là encore, c'est un bon résultat, du point de vue de cette organisation, sur une campagne qui est assez sectaire, mais donne là une image d'une campagne radicale, de rejet de la politique traditionnelle, politique, du retournement de veste du PC et du PS et qui manifeste l'existence d'un électorat protestataire, populaire, radical, polarisé autour de Lutte ouvrière. Cet électorat, à la différence de celui de Juquin, correspond à une moyenne nationale, département par département les scores sont presque équivalents, dans les régions rurales comme dans les régions industrielles.

Il faut dire que dans la dernière phase de la campagne Juquin, à la télévision, dans les médias, ce dernier a tenu un discours assez peu précis sur son projet politique, voire ambigu sur sa situation post-électorale vis-à-vis du PS, les sollicitations pour entrer ou ne pas entrer dans un gouvernement de gauche. Je ne pense pas que cela soit quantifiable électoralement, mais nous avons vu autour de nous, de façon non-exceptionnelle, des militants ou des électeurs, initialement intéressés par la candidature Juquin, retourner dans les derniers jours à un vote Lutte ouvrière, sur une image plus claire, sans ambition politique, mais d'honnêteté et de persévérance dans la défense des intérêts ouvriers. Cela pose de toute façon un problème pour l'avenir. Un meilleur résultat de Juquin aurait jeté les bases pour, à partir de là, s'adresser aussi bien à une partie de l'électorat du PC et du courant écologiste, comme à Lutte ouvrière pour mettre tous ces courants face à leurs reponsabilités face à la montée de Le Pen, à l'éché-



Pierre Juquin (DR)

ance des européennes où il y a un scrutin proportionnel par liste, et où il serait possible et envisageable de franchir un pas dans l'expression d'une force crédible à la gauche du Parti communiste et du Parti socialiste et profondément enracinée dans les mouvements sociaux. Aujourd'hui ce problème demeure posé, y compris par les résultats de Lutte ouvrière. La somme Juquin-Lutte ouvrière donne un électorat qui oscille entre 4 et 5%, et talonne, malgré sa division, l'électorat du PC. C'est un véritable défi : serons-nous capables, non par des combinaisons électorales bien évidemment, mais par une combinaison politique, une concertation assidue, des expériences communes dans les luttes ou les mobilisations, comme celles de la Kanaky, de la défense des immigrés, ou des revendications sociales, de créer l'élan suffisant pour que ces forces-là, par exemple, se rassemblent à l'occasion des prochaines élections européennes. C'est un enjeu, vers lequel il faut travailler.

Il faut ajouter, car nous avons beaucoup parlé d'élections, et sans toutefois en tirer des conclusions hâtives, que ces élections présidentielles se sont situées dans un contexte assez "bizarre", en ce sens où il n'y a pas eu sur le plan social de trêve électorale, que la période électorale a été marquée par une vague de grèves suffisamment dures, longues et significatives, dans des entreprises de la métallurgie comme Chaousson, des secteurs de pointe comme la SNECMA - qui fabrique des moteurs d'avions - ou bien Michelin, ce qui manifeste que les travailleurs n'ont pas les mêmes illusions ou le même espoir que la victoire électorale de Mitterrand résoudra leurs problèmes. C'est là une des différences avec 1981. Cela confirme l'amorce d'une remobilisation commencée à l'hiver 1986. Nous avons là tous les éléments pour que la situation qui s'ouvre à partir des élections, soit marquée par l'instabilité politique et des luttes sociales dans lesquelles pourront être testés les projets des uns et des autres, avec peut-être, des accélérations dans les définitions de ces projets. ■



Propos recueillis  
par Ariane MERRI ;  
25 mai 1988

# Tony Benn candidat de la gauche travailliste

**TONY BENN ET ERIC HEFFER, deux membres bien connus du groupe Campagne du Parti travailliste, composé de députés de l'aile gauche du parti travailliste, ont décidé de se présenter comme candidats à la présidence et à la vice-présidence du parti lors du prochain congrès qui doit se tenir à l'automne. Face à la majorité de la direction travailliste qui glisse vers la droite sous la pression du thatchérisme, la gauche a saisi cette occasion pour proposer une alternative socialiste qui puisse faire contre-poids à ce glissement droitier.**

**Inprecor a interrogé Tony Benn, dans sa circonscription de Chesterfield (Midlands), sur sa décision de se présenter et sur la campagne faite autour de ces candidatures.**

**INPRECOR :** *Pourquoi vous présentez-vous, Eric Heffer et toi, à la présidence et à la vice-présidence du Parti travailliste (LP) ? Tout le monde semble penser que vous ne gagnerez pas, surtout à cause du vote bloqué des syndicats (1) ?*

- **TONY BENN :** Cela fait cinq ans que je suis proposé pour le poste de direction du LP. Mais à cette époque nous voulions tout faire pour vaincre Margaret Thatcher. Il y a donc environ un an, juste avant les élections générales de juin, quelques-uns d'entre nous, qui s'étaient réunis régulièrement ensemble, ont pensé que la meilleure chose à faire serait d'avoir une conférence sur le socialisme, dont la préparation débiterait aussitôt après les élections.

Nous avons tenu cette étonnante conférence à Chesterfield en octobre de l'an dernier. Nous attendions 500 personnes. Il en vint 2 000. Et la deuxième conférence, prévue pour juin de cette année, pourrait bien être encore plus importante à cause de la bataille pour la direction. Ce mouvement donne beaucoup d'espoir aux gens. C'est pourquoi, en janvier 1988, le groupe Campagne a discuté de l'opportunité de présenter un candidat pour le poste de président du parti. Tout le monde pensait qu'il était erroné de le faire si rapidement après les élections générales.

Mais la pression pour se dresser contre l'actuel président, Neil Kinnock, a commencé à monter à nouveau. Personnellement, j'avais les plus grands doutes là-dessus, car je craignais que cela ne détourne l'attention des conférences de Chesterfield sur le socialisme, et que cela puisse mener à une grande défaite qui causerait du tort à la gauche. Mais nous avons consulté les gens qui nous suivent. Nous avons envoyé une lettre à chaque circonscription et nous avons reçu des réponses encourageantes. Et, le 21 mars,

lors d'une réunion à laquelle je n'assistais pas, ils ont décidé de me proposer ainsi qu'Eric. Je n'ai donc pas recherché la nomination pour la direction, mais quand on me l'a proposée, j'ai accepté.

**■ Quelles ont été les réactions à cette nomination ?**

- La première réaction a été une vigoureuse opposition à l'idée même de courir le risque de cette élection, mais cela s'est retourné contre ceux qui s'y opposaient, car comment s'opposer à une élection en tant que telle ? Aussi nous avons gagné cette bataille. Nous aurons maintenant des élections locales le 5 mai, et nous allons concentrer tous nos efforts pour gagner cette première étape avant de lancer la campagne pour les postes de président et de vice-président.

A l'heure actuelle, la direction nationale du LP n'est même pas attirée vers le centrisme, mais vers le consensus avec Thatcher : sur l'OTAN, la Communauté économique européenne, l'Acte unique européen, les mécanismes de marché, et le reste. Et la croissance de l'opposition est très forte. Bien que je sois un peu sceptique là-dessus, selon un sondage paru dans *l'Observer*, dimanche dernier, 39% des personnes déclarent vouloir voter travailliste et 14% de la population totale veut me voir gagner comme président du parti. Cela représente plus de 6 millions de gens !

Le Syndicat des mécaniciens (AEU) a tenu son Comité national le week-end dernier et 35% des délégués ont voté en ma faveur. Le soutien des circonscriptions arrive. Ce n'est pas que nous ayons calculé d'avance que nous allions gagner. Mais ce que nous faisons, c'est d'injecter dans la politique britannique la question du socialisme d'une façon qui ne s'est pas produite depuis des années et des années.

Et avec la combativité croissante des marins, des mineurs, des enseignants, des travailleurs de l'imprimerie, de ceux du Service de santé, des transports, etc., il y a aujourd'hui une propension au renforcement de l'opposition à Madame Thatcher, en faveur d'une opposition plus claire, pour que les membres du Parlement sortent pour soutenir les luttes, comme je l'ai fait la nuit dernière en allant à Douvres (où les marins sont en grève, ndlr).

Je pense que les arguments en faveur du socialisme sont des arguments très puissants, surtout en ce moment. Et c'est bien sûr le fondement de tout ce qui se passera par la suite. Savoir si nous devrions nous présenter à l'élection tous les ans (pour la présidence) est un choix tactique dont nous pourrions décider par la suite. Mais il est clair que tandis que le parti est en train d'aller vers la droite, cet argument a un impact, et peut même avoir un impact sur la direction elle-même. Par exemple, la direction est d'accord pour une motion de soutien aux marins. Je ne sais pas s'ils l'auraient fait en l'absence de contestation de la direction. La direction n'a pas soutenu les mineurs, ni les travailleurs de la santé, mais elle a soutenu les marins mercredi. J'ai reçu 2 à 3 000 lettres, qui se prononcent à 12 contre 1 en faveur de ma candidature à la présidence.

**■ Comment voyez-vous la campagne concernant la lutte de classe en dehors du parti travailliste ?**

- J'ai déjà relié la lutte au sein du Parti travailliste à la lutte de classe en général. Durant la grève des mineurs, j'ai fait 211 meetings pour les mineurs. Chaque semaine j'ai rendu visite au piquet de grève de cinq puits de la région de Chesterfield. Ce n'est donc pas chose nouvelle. Mais l'un des arguments de notre campagne c'est que nous pensons que tous les députés devraient soutenir les gens qui luttent, et ne pas se limiter à l'arène parlementaire, combattre pour leur opinion au Parlement, présenter une alternative claire et faire campagne en sa faveur. Le parti devrait être internationaliste, socialiste et démocratique. Et je pense que parmi les membres individuels du Parti travailliste, c'est cela que beaucoup veulent.

Il se peut que les syndicats votent contre nous au congrès du LP à cause de la façon dont le vote est organisé. Mais si les circonscriptions du parti soutiennent notre campagne ce serait un immense pas en avant si nous obtenions la moitié de leurs votes. Et cela rendrait plus difficile pour la direction de se débarrasser du socialisme.

**■ Votre campagne a causé quelques problèmes dans le groupe Campagne. Quelques femmes ont quitté ce groupe, et vous n'avez pas été à même de présenter une femme à la présidence du parti.**

1) L'élection de la direction est déterminée par un collège électoral formé à 40% par les syndicats, 30% par les instances locales et 30% par les députés.

- Ce n'est pas que n'ayons pas essayé. J'aurais aimé que l'une des deux candidates soit celle d'une femme. Nous avons essayé de persuader Audrey Wise, qui aurait été la meilleure candidate, mais elle n'y était pas prête.

A propos des gens qui ont quitté le groupe Campagne, je suis désolé qu'ils soient partis (pour certains ce n'est que temporaire). L'un de ceux qui sont partis soutient aujourd'hui la candidature de John Prescott (qui doit remplacer Hattersley au poste de vice-président), il y a donc une certaine confusion politique chez eux... Dans une certaine mesure, ils représentent une position politique différente.

■ *Si les dirigeants actuels, Neil Kinnock et Roy Hattersley, réussissent à introduire toutes leurs options droitières dans la politique du parti, penses-tu que cela pourrait réellement conduire à une scission du Parti travailliste, à plus long terme ?*

- Non. Historiquement l'aile droite a quitté le parti (avec la scission de 1981 qui a créé le Parti social-démocrate, SDP). Quelque chose comme 18 députés ont quitté le LP, y compris un ancien président et deux anciens vice-présidents. Mais la gauche est très loyale envers le parti parce qu'il est l'instrument du mouvement de la classe ouvrière. Je ne suis pas pour diviser le parti. En outre, le gros des options politiques du parti sont celles que nous soutenons. Donc si notre campagne connaît le succès nous risquons de voir davantage de gens rejoindre les sociaux-démocrates.

■ *Votre campagne semble plus forte dans les circonscriptions locales du LP que dans les syndicats. Pourquoi ?*

- Cela dépend de la façon dont les syndicats prennent leur décision sur la candidature à soutenir pour l'élection à la direction. J'ai envoyé une lettre aux syndicats, en leur disant : "Voulez-vous, s'il vous plaît, consulter tous vos adhérents", parce qu'un des principaux objectifs de la campagne est l'ouverture d'un débat. Si la décision est prise au sommet, il n'y aura pas de discussion. Nous sommes avant tout intéressés à la plus large discussion. Et si toutes les circonscriptions, chacune avec 5 à 10 sous-branches, ont une discussion, cela fera 8 à 12 000 débats sur le socialisme. En additionnant toutes ces minorités, on a une idée de la force de l'argument. Le but est de rétablir la légitimité de l'idée de socialisme, dans la politique, en Grande-Bretagne.

■ *La gauche qui soutient Tony Benn a souvent été comparée aux nouveaux courants politiques européens, tels que le Parti socialiste populaire (SF) du Danemark, les Verts allemands, Pierre Juquin et les Rénovateurs en France. Vous considérez-vous comme faisant partie d'un nouveau courant politique en Europe ?*

- Non, je viens d'une très ancienne tradition politique. Quand la tradition social-

démocrate européenne s'est tournée vers la bureaucratie, le capitalisme et le militarisme, nous avons vu réapparaître une vieille tradition radicale, démocratique et socialiste, avec de nouvelles dimensions, autour des femmes, de l'écologie, etc. Je suis certain que si le débat était posé dans le LP, il s'y trouverait une majorité pour ces options-là ; mais cela demande du temps. La conférence de Chesterfield n'est qu'un début. Nous ne sommes donc pas dans un cours scissionniste. Nous voulons garder les liens avec les syndicats, qui sont, en Grande-Bretagne, unis dans le Congrès des syndicats (TUC) et qui ne sont pas divisés selon des lignes partisans.

■ *Est-ce que la conférence de Chesterfield, en juin, sera axée sur la campagne Benn/Heffer ?*

- Non, elle sera plus large. C'est un mouvement pour le socialisme, pas un parti politique. C'est en partie à cause du succès rencontré par cette initiative que la campagne pour la direction a été proposée. Mais nous espérons aussi que les idées socialistes se répandront dans le mouvement féministe, écologiste, pacifiste, le mouvement noir et le Parti travailliste lui-même. La campagne Benn/Heffer concerne tous les membres du LP et les adhérents des syndicats.

■ *La grève des marins connaît une escalade et prend une importance politique...*

- Ce qui rend cette lutte différente, c'est la dé-reconnaissance du Syndicat national des marins (NUS). La Compagnie maritime P&O, ne veut plus négocier avec le syndicat. C'est la première tentative importante de passer outre les syndicats. Avec la grève des mineurs et celle de Ford, les patrons voulaient battre les syndicats. Maintenant ils veulent les anéantir. Et cela a entraîné une formidable riposte. P&O a versé 100 000 livres (1 livre = 10 FF) au Parti conservateur. Le directeur de la firme a été un des conseillers clés de Norman Tebbit (ancien président du Parti conservateur).

Les tribunaux appliqueront, bien sûr, les lois anti-syndicales. Nous assistons à des attaques semblables à celles du siècle dernier quand les paysans et les ouvriers étaient déportés en Australie afin de détruire leur mouvement. Nous devons donc mobiliser le soutien maximum pour les marins et leur syndicat. A Chesterfield, par exemple, un marin viendra parler pour notre rassemblement du Premier mai. Tous les membres du Parti travailliste et tous les syndicalistes doivent se prononcer en faveur des marins en lutte.

Propos recueillis par Finn Jensen, le 29 avril 1988.

### Plate-forme de la campagne pour la candidature de Tony Benn et Eric Heffer aux postes de direction du Parti travailliste.

\* NOUS SOUTENONS la restauration des droits démocratiques des travailleurs à travers leurs syndicats, et la libéralisation des organes de gestion locaux pour que les Conseils municipaux élus puissent fournir à un niveau suffisamment élevé, des services essentiels.

\* NOUS REFUSONS la discrimination et l'inégalité basées sur le sexe, la classe, la race, le choix sexuel ou religieux.

\* NOUS PENSONS que tout l'appareil d'Etat exige une réforme fondamentale pour que le fonctionnement des pouvoirs exécutif et législatif soit plus ouvert et que ceux qu'ils sont censés servir puissent leur demander des comptes.

\* NOUS SOUTENONS le droit des femmes à contrôler leur propre vie dans la sphère politique, économique et personnelle ; nous nous engageons à assurer que les femmes aient possibilité pleine et entière d'accéder aux postes de décision politique et économique dans tous les domaines de la société.

\* NOUS VOULONS des ressources suffisantes pour les loisirs, la retraite anticipée, l'éducation permanente, l'encouragement des arts sous toutes leurs formes, et la mise en place de mass-media vraiment objectifs, libres de tout monopole privé ou de contrôle d'Etat.

\* NOUS EXIGEONS des mesures de protection de l'environnement et du domaine animal contre l'exploitation.

\* NOUS CROYONS que la Grande-Bretagne devrait annoncer son intention de se retirer d'Irlande du Nord, et devrait œuvrer avec le peuple irlandais, en bons amis et en voisins, pour aider à assurer la réunification et la paix.

\* NOUS CROYONS que la Grande-Bretagne devrait agir plus activement pour la paix dans le monde en transférant les dépenses d'armement au profit du développement ; en adoptant le non-alignement, en dehors de tous les blocs militaires et sans bases étrangères sur notre sol ; et devrait soutenir les efforts destinés à la coopération dans toute l'Europe, indépendamment des restrictions inscrites dans le Traité de Rome.

\* NOUS VOULONS encourager les liens économiques, industriels, sociaux et politiques entre les gens d'ici et ceux des autres pays ; nous soutenons tous les peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'ailleurs qui luttent pour la liberté contre des régimes dictatoriaux et oppressifs ; nous croyons au socialisme et à la démocratie dans le monde entier, à l'Est comme à l'Ouest.

# Poussée de l'extrême-droite

**LES ELECTIONS** coup de théâtre ont été convoquées par le Premier ministre, de droite, Poul Schlüter, qui voulait obtenir un mandat permettant de soumettre le Danemark à la discipline de l'OTAN. C'est là une réponse à un vote majoritaire du Parti social populaire (SF), des socio-démocrates, et des Libéraux radicaux (1) pour réaffirmer une politique interdisant les ports danois aux sous-marins nucléaires.

Gerry FOLEY

**L**A MANŒUVRE de Schlüter a connu un succès limité. Tous les partis identifiés avec l'opposition à l'OTAN ou à sa politique militariste, ont subi une défaite. Le Parti socialiste populaire, formation social-démocrate de gauche dont les origines remontent à une scission du Parti communiste, a connu une perte de 1,6%. Le Parti socialiste de gauche (VS) est tombé de 1,2% à 0,6%, arrivant bien en-dessous des 2% requis pour avoir une représentation au Parlement. Le Parti communiste a baissé de 0,9 à 0,8%. Les Libéraux radicaux, ont perdu 0,6%, passant à 5,6%. Le Parti social démocrate, pro-OTAN a gagné 0,5%.

## Le grand gagnant des élections

D'un autre côté, les partis au gouvernement n'ont pas gagné de voix. Les deux principaux partis de la coalition, les Conservateurs (le parti de Schlüter) et les Libéraux ont, en gros, équilibré les pertes et les gains, le premier perdant 1,5% et le dernier gagnant 1,3%. Le grand gagnant a été le Parti du progrès, parti anti-immigrés ultra-droitier et démagogue de Mogens Glistrup, qui a pratiquement doublé ses voix, passant de 5,5% à 9%, soit un gain de 4,5%.

Malgré les pertes des forces anti-OTAN, l'effet d'ensemble de l'élection a été un affaiblissement du gouvernement et une déstabilisation du Parlement. La droite "respectable" n'a pas obtenu assez de sièges pour former un gouvernement majoritaire. En fait, ses suffrages ont décliné. Dans son éditorial du 14 mai, le quotidien de Copenhague, *Politiken*, note "Aux élections de 1984 les partis au gouvernement ont obtenu 48% des voix ; en 1987, ils sont tombés au-dessous de 45% et cette fois-ci ils n'ont obtenu que 43,5%".

La "droite respectable" ne pourra se maintenir au gouvernement qu'en obtenant le soutien actif ou passif soit de Glistrup, soit des partis ouvriers. Le jeu parlemen-

taire est encore compliqué du fait que les Libéraux radicaux et le Parti du progrès sont violemment opposés, et il semble difficile de former aucun bloc qui puisse les intégrer tous les deux.

Tout comme le vote pour Le Pen en France, le score du Parti du progrès de Glistrup semble refléter des courants contradictoires. Certains observateurs pensent qu'on peut y voir en grande partie un vote anti-politique, une protestation contre la trop grande fréquence des élections. La dernière élection au Parlement a eu lieu il y a moins d'un an.

Le Parti libéral radical est largement basé sur des membres des professions libérales, aisés, qui sont pour une politique économique anti-ouvrière mais sont traditionnellement anti-militaristes et de philosophie libérale. Il reste donc un partenaire encombrant pour les plus gros partis de droite, et un obstacle à toute entente avec le Parti du progrès.

Il y a 179 sièges au Parlement danois (175 pour le Danemark et 4 pour le Groënland et les Iles Féroé). Les deux partis ouvriers ont un total de 79 sièges, ce qui est bien en-dessous d'une majorité. Les partis de droite au Parlement ont un total de 80 sièges, ce qui est également bien inférieur à la moitié des sièges. Le Parti du progrès en a 16.

## La responsabilité du PC

Le Parti socialiste ouvrier (SAP), section danoise de la IV<sup>e</sup> Internationale, a soutenu une plate-forme commune avec le Parti communiste et VS. Mais le bloc a été rompu à la dernière minute par le PC. Après cela, le SAP a décidé de présenter des candidats sur la liste de VS.

On a parlé de deux types différents de gouvernement. L'un serait une combinaison du Parti socialiste populaire, des socio-démocrates et des Libéraux radicaux (89 sièges) ; l'autre serait un gouvernement minoritaire des partis de droite. La social-démocratie a permis à un gouvernement minoritaire de droite de gouverner, par le passé. On dit qu'il y aurait aussi un

certain soutien de la part du groupe du Parti du progrès à un gouvernement de la droite parlementaire de l'extérieur, mais la présence des Libéraux radicaux dans une coalition serait une pierre d'achoppement pour cette solution.

La participation à une coalition avec les socio-démocrates et les radicaux forcerait le SF à accepter une politique d'austérité. Néanmoins, la direction socialiste populaire a décidé, le 12 mai, d'accepter une telle combinaison. "Avec seulement une voix contre", rapporte le quotidien de Copenhague *Informasjon*, "l'Exécutif national a donné à ses négociateurs un mandat chimiquement pur de toute exigence à laquelle on pourrait attendre une opposition de la part des radicaux".

*Informasjon* écrit : "Plusieurs participants à la réunion de l'Exécutif national de SF nous ont dit qu'il y avait une majorité écrasante dans la direction du parti décidée à surmonter les divergences sur la politique économique qui a conduit jusqu'à présent les radicaux à exclure le SF comme partenaire fiable."

## Un score lourd de conséquences

Le SAP souligne le recul causé par la décision du Parti communiste d'aller seul au scrutin : "Le SF avait laissé beaucoup de place pour une alternative de gauche. Après les dernières élections il était clair que ni VS ni le PC n'avaient beaucoup de chances de franchir le seuil des 2%. Le seul moyen d'assurer une présence de gauche au Parlement était une coopération au niveau électoral... la principale responsabilité de l'échec à y parvenir incombe au Parti communiste... Quand il a rompu, il a ouvert la voie à l'argument du 'vote utile'".

Le SAP pense également qu'il faut tirer les leçons de la progression du Parti du progrès. "Avec la proposition claire et agressive d'une 'solution', le Parti du progrès a été capable de doubler pratiquement ses votes et de devenir le vainqueur des élections. L'extrême-droite a gagné en force grâce à sa politique raciste, et une critique acerbe de la frivolité du fonctionnement parlementaire". Le manque d'alternative de gauche claire a ouvert la voie à la démagogie réactionnaire dont la sphère d'action ne se limitera pas à un parlement dans l'impasse et discrédité.

Dans le contexte d'une grande instabilité économique, de l'impasse parlementaire et des explosions racistes nombreuses de la période récente, les gains du Parti du progrès constituent une menace. Ils font ressortir le besoin de deux choses qui ont notablement fait défaut dans cette élection : une claire alternative de classe et le front unique ouvrier. ■

1) Les Libéraux radicaux, petit parti bourgeois, avec une tradition anti-militariste, a été le talon d'Achille de la coalition de droite.

# Echec de la réforme agraire

LA RESISTANCE DE L'OLIGARCHIE à toute réforme agraire est sans doute l'une des raisons majeures de la guerre qui secoue le Salvador depuis maintenant huit ans. C'est dire - alors que l'accord d'Esquipulas II signé entre les cinq présidents d'Amérique centrale le 7 août 1987 préconise "la paix et la justice sociale" - qu'il n'y aura pas de paix durable sans accomplir une réelle réforme agraire. Dans ce pays minuscule à forte densité démographique, où l'industrie ne représente qu'un cinquième du produit national et une part encore plus faible des emplois, la répartition de la terre et l'excédent démographique des campagnes sont évidemment des problèmes cruciaux. Aujourd'hui encore, 300 000 Salvadoriens travaillent aux Etats-Unis pour entretenir leur famille au pays (1).

## Michel RIVIERE

EN 1971, 34% des terres étaient répartis entre 0,29% des exploitations, chacune de plus de 200 hectares, propriétés des grandes familles de l'oligarchie, exportatrices de café, de coton et d'un peu de canne à sucre. Ces trois produits constituent les deux tiers des exportations du Salvador (le café à lui seul représente 56,7% en 1981 et 60,1% en 1985) et donc l'une des principales ressources fiscales de l'Etat. En face, près de 600 000 familles paysannes se divisent en métayers (47,7%) et ouvriers agricoles (52,3%) permanents ou saisonniers, dont seuls certains disposent d'un lopin de terre (2).

Le problème des paysans sans terre s'est brusquement aggravé dans les années soixante. Le début d'industrialisation et la légère amélioration du niveau de vie ont été vite dépassés par la hausse démographique. La "guerre du football" avec le Honduras (en fait, le renvoi dans leur pays de plus de 500 000 paysans salvadoriens qui avaient cherché fortune au Honduras) n'a fait qu'aggraver la situation. De 1961 à 1971, le nombre des saisonniers agricoles sans terre a augmenté de 23 800 à 102 900.

## Le choc de 1979

Durant cette décennie pourtant, faute de réforme agraire, le gouvernement de l'oligarchie salvadorienne a stimulé, avec l'aide de la Banque interaméricaine de développement (BID), et de l'Agence internationale de développement (AID) des projets d'amélioration des cultures vivrières (maïs, haricot). Il fallait bien nourrir les villes et le programme n'est pas resté sans effets (3). Mais cette "aide au développement" ne résolvait pas le problème

de fond : la répartition de la terre. La combinaison de grandes haciendas d'exportation et d'une masse, dispersée et insuffisante, de petites exploitations (en lopins individuels ou en fermage) arrange en effet l'oligarchie. Elle assure une main d'œuvre abondante et bon marché aux périodes de récolte du café, de la canne ou du coton tout en laissant, entre temps, un minimum pour l'auto-subsistance du paysan et l'approvisionnement des villes.

Mais ce régime ne pouvait pas durer. Les bonnes terres, fertiles et profondes, accaparées par les haciendas ne laissent aux lopins individuels que des terres peu profondes, vite usées par les cultures intensives, tandis que les métayers (à qui les grands propriétaires ont l'habitude de louer des terres entre des cycles de culture de la canne ou avant de replanter des caféiers, les obligeant à changer tous les deux ou trois ans) n'ont pas intérêt à fertiliser des terres qu'ils devront bientôt quitter et laisser au propriétaire. Ce système d'exploitation de la paysannerie, en outre, entrave tout essor industriel : des centaines de milliers de paysans pauvres ne constituent pas un marché intérieur, déjà limité géographiquement, pour l'industrie textile ou alimentaire, principales industries qui se sont développées dans les années soixante.

C'est sur cette toile de fond qu'éclate la crise d'octobre 1979, ouverte par le coup d'Etat de jeunes officiers contre le régime oligarchique. Celui-ci, en 1976 encore, s'était opposé à une timide réforme agraire (la distribution de 48 000 hectares dont seuls 14 000 furent finalement répartis, constituant ce qu'on appelle aujourd'hui le secteur coopératif traditionnel). La "junte révolutionnaire" qui prend le pouvoir en 1979 (4) et se voit vite dépassée par les mobilisations ouvrières et paysannes, annonce une réforme agraire qui se concrétise,

en mars 1980, dans une série de décrets, imposants sur le papier, mais dont on va voir les résultats.

Il importe de souligner ici que l'intervention américaine au Salvador (5), qui s'intensifie dès cette fin de l'année 1979, quelques mois après la victoire des sandinistes, a accordé à cette réforme agraire une fonction stratégique aussi importante, dans un premier temps, que l'aide militaire. L'impérialisme américain a compris qu'il ne pouvait pas "stabiliser" sa domination en Amérique centrale (pas plus qu'ailleurs) sans réaliser une certaine réforme agraire, qui gagne au moins une partie des paysans au maintien de la présence américaine et limite ainsi l'influence de l'opposition de gauche et de la guérilla. L'AID a consacré plus de 200 millions de dollars à cet effort. En 1985, plus du quart de l'aide américaine était destiné aux réformes et à l'aide au développement ou alimentaire (6).

## l'oligarchie bloque le partage des terres

La centrale syndicale américaine AFL-CIO de son côté, a soutenu financièrement l'Union populaire démocratique (UPD), principale centrale paysanne fondée en septembre 1980, tenue par la démocratie-chrétienne pour contrôler la réforme agraire... et les paysans.

Le rappel d'exil de José Napoleón Duarte, figure de proue du Parti démocrate-chrétien (PDC), propulsé à la junte révolutionnaire en mars 1980, visait même à promouvoir des réformes, notamment la réforme agraire promulguée le même mois. Ces réformes devaient former le second volet - à côté de la guerre contre-insurrectionnelle - de l'intervention américaine. La répression doublée de réformes, telle a été la ligne de force de la politique impérialiste au Salvador.

C'est dire que si, aujourd'hui, les réformes n'ont pas abouti, ce n'est pas faute de volonté des Etats-Unis et d'une partie de la bourgeoisie salvadorienne, mais parce qu'elles ne parvenaient pas à résoudre les obstacles structurels de la société

1) Cet été, Reagan a voulu les chasser, ce qui a suscité une panique chez les autorités salvadoriennes. La mesure est actuellement reportée.

2) Avec la guerre et les déplacements de population, la proportion des paysans sans terre a encore dû s'accroître. La population agricole est estimée au total à 2,5 millions de Salvadoriens (près de la moitié de la population).

3) Le rendement du maïs à l'hectare s'est accru de 50% et le Salvador était autosuffisant pour le maïs et les haricots.

4) Regroupement hétéroclite d'officiers réformistes, d'officiers pro-américains (qui vont vite s'imposer), de la démocratie-chrétienne (qui va se diviser en mars 1980 sur son maintien au gouvernement) et de la social-démocratie (qui va le quitter et rejoindre le Front démocratique révolutionnaire (FDR) avec la minorité de la DC).

5) Aujourd'hui la cinquième en importance au niveau mondial : deux milliards de dollars par jour ! C'est dire la priorité qu'accorde l'impérialisme US à ce petit pays.

6) Selon *Coyuntura Economica*, l'aide américaine pour 1985 se répartissait ainsi : 43% d'aide indirecte à la guerre, 28,3% d'aide directe à la guerre, 19% pour les réformes et le développement, 9,7% d'aide alimentaire (qui couvre les manques les plus urgents de la crise agricole).



salvadorienne, la résistance de l'oligarchie avant tout, que tout ce projet réformiste, comme on va le voir, a cherché à ménager. L'échec de la réforme agraire, de ce point de vue, est un élément décisif de l'échec de l'intervention américaine tout court - avec le risque, évidemment, qu'il ne reste que le volet de la guerre !

La réforme agraire de 1980, dans son principe général, avait pour objectif de répartir toutes les terres dépassant 100-150 hectares et de les distribuer en coopératives ou propriétés individuelles contre rachat sur vingt ans. Dans l'ensemble, elle promettait de redistribuer 47% de la surface agricole du pays, ce qui n'était pas une mince affaire ! C'est sans doute fort de ce grand projet (sur le papier) que l'ancien ambassadeur américain au Salvador Robert White l'a saluée comme "la réforme agraire la plus révolutionnaire de l'histoire de l'Amérique latine" (7).

### Les exclus du partage

En fait, la "révolution" a été d'emblée placée sous contrôle étroit. L'état de siège est décrété en même temps que la réforme, moins contre les grands propriétaires (qui vont faire agir librement les organisations para-militaires et les escadrons de la mort) que contre les paysans, les saisonniers sans terre avant tout, pour éviter qu'ils ne s'emparent des terres.

Les organisations paysannes de gauche sont d'emblée exclues du partage et violemment réprimées (8). L'Union communale salvadorienne proche du Parti démocrate-chrétien, puis l'Union populaire démocratique (UPD) de même obédience, sont chargées de contrôler le processus et obtiennent en échange des postes-clés dans les institutions de la réforme agraire, l'Institut salvadorien de la transformation agraire (ISTA) notamment (9). Ces choix politiques correspondent

aux objectifs sociaux de cette réforme, qui sont loin d'être "révolutionnaires" : les terres ne sont pas destinées à tous les paysans mais aux travailleurs agricoles permanents et aux métayers, à l'exclusion des saisonniers agricoles. Une répression brutale, gouvernementale et paramilitaire, s'abat sur tout le mouvement paysan indépendant comme sur les syndicats. C'est la période des disparitions et assassinats en masse. Il ne s'agit donc pas de distribuer les terres - comme au Nicaragua - mais de favoriser l'accès à la propriété de petits paysans, contre paiement à terme du rachat à l'oligarchie.

Malgré cette précaution pourtant, celle-ci réagit avec vigueur. Exclue du gouvernement qu'elle détenait depuis un demi-siècle, elle crée, pour la première fois, son propre parti, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) du sinistre major d'Aubuisson et recourt à la terreur, puis à la majorité parlementaire qu'elle détient de 1982 à 1984, pour bloquer la réforme agraire.

Sans entrer ici dans trop de détails, disons d'abord que sur les quelque 700 000 hectares prévus pour être répartis, moins de la moitié (311 300 à la fin 1985) ont été effectivement distribués, soit un peu moins de 20% de la surface agricole du pays. Et sur ces terres distribuées, seul un petit quart des paysans avaient reçu leur titre définitif de propriété à la fin de 1985 (10). En cinq ans donc, moins du dixième de la surface agricole du pays avait été définitivement distribué, alors que la réforme en annonçait près de la moitié, et autour de 20 000 paysans avaient leur titre de propriété sur les 600 000 qui en avaient besoin !

L'obstruction de l'oligarchie a été telle que sur les trois "phases" prévues par la réforme agraire de mars 1980, seule la première a été entamée. La seconde n'a jamais vu le jour et la dernière a été vidée de sa substance. La phase I divisa les do-

maines de plus de 500 ha (469 domaines) en 314 coopératives. Des 31 359 bénéficiaires de ce partage, il n'en restait à la fin 1985 (pour des raisons qu'on verra plus loin) que 26 163. LISTA s'est chargé de cette répartition et d'avancer le remboursement des propriétaires (qui ont reçu directement 15% de la valeur de leurs terres et le reste sous forme de "bons" d'intérêt de 7% au maximum). La phase II devait répartir les domaines entre 100/150 et 500 ha - où se regroupent les grandes propriétés de café - 1 739 propriétés totalisant 340 000 ha (23% de la surface agricole) devaient être distribuées. Mais un mois à peine après le décret de mars 1980, Duarte mettait le projet en suspens devant la réaction de l'oligarchie et dès que l'ARENA

eut la majorité au Parlement, elle fit passer une loi élevant à 245 ha la surface maximale des domaines (au lieu de 100-150 ha), permettant en outre plusieurs propriétés au sein des familles pour conserver les domaines.

### Une lourde dette agraire

Avec les "droits de réserve" accordés de toute manière aux propriétaires, les terres qui peuvent encore être distribuées à ce titre aujourd'hui s'élèvent à 35 000 ha, soit le dixième de ce qui était prévu. La phase III enfin, conçue par l'expert américain Roy Prosterman qui avait fait de même au Vietnam, prévoyait d'encourager les métayers à accéder à la propriété. 150 000 ha. devaient être destinés à 117 000 paysans. Mais dès 1982, l'ARENA fit suspendre la phase III sur les propriétés de coton, de canne à sucre, de céréales et d'élevage, de sorte qu'à fin 1985, seuls 97 300 ha avaient été accordés à 63 668 familles. Au total, 311 300 ha (19,7% de la surface agricole) ont donc été distribués à 89 831 familles paysannes, dont on a vu que seul un petit quart a définitivement acquis ses titres de propriété.

Ceci dit, la résistance de l'oligarchie n'explique pas tout. Car somme toute - Duarte ne s'est pas fait faute de s'en prévaloir - même si les titres de propriété ne

7) *International Herald Tribune*, 29 septembre 1987.

8) Federación Cristiana de Campesinos Salvadoreños (FECCAS) liée au Bloque Popular Revolucionario, et l'Union de los Trabajadores del Campo (UTC), toutes deux entrées au FDR en 1980.

9) LISTA a déjà été fondé en 1976 lors du premier projet de réforme. Dirigé d'abord par l'extrême-droite, il a été présidé dès 1984 par un membre de l'UCS/UPD, suite au "pacte social" de celle-ci avec Duarte pour son élection à la présidence en 1984.

10) Exactement 85 des 314 coopératives de la phase I de la réforme (soit 26% des 214 000 hectares distribués) et 13 774 paysans de la phase III (soit 22% des 63 668 bénéficiaires).

sont pas définitifs, un petit cinquième des terres a été distribué et des dizaines de milliers de paysans en ont bénéficié.

"Bénéficié" n'est cependant - et justement - de loin pas le terme qu'emploient aujourd'hui la majorité des paysans du secteur réformé. Mieux vaut dire qu'ils se sont lourdement endettés. Car le rachat a sa logique. Le remboursement, avancé par l'ISTA pour la phase I et un institut spécial (FINATA) aidé par l'AID pour la phase III, grève chaque hectare de terre réparti. Pour un montant moyen de 3 000 colons à l'hectare (50 colons = 1 dollar) dans le premier cas, de 1 644 colons/ha dans le second (ce qui laisse supposer des terres de moins bonne qualité).

Les paysans ou les coopératives (dispensés du remboursement pendant les quatre premières années) doivent payer un intérêt de 9,5% sur ces avances (soit davantage que l'intérêt des "bons" de la réforme). Ces conditions expliquent pourquoi une partie des bénéficiaires de la phase I ont abandonné leurs coopératives. Bien d'autres préféreraient des lopins individuels, hors du contrôle bureaucratique de l'ISTA.

Résumant l'état de la dette agraire, l'Institut de recherches économiques de l'Université de San Salvador constatait ainsi, à la fin 1985, que pour les coopératives de la phase I "la dette a quasi doublé à cause des intérêts (...) soit une dette de 49 496,3 colons par unité familiale. La dette par unité de surface est de 2 904,3 colons par manzana (1 manzana = 0,7 hectare) et de 4,3 millions en moyenne par coopérative (...). Selon une étude réalisée par Robert R. Nathan Associates Inc. (1985), la majeure partie des coopératives présente de sérieux problèmes financiers. Sur 14 cas étudiés, seuls 5, ont un taux de liquidités (actifs courants/passifs courants) supérieur à 1, et aucun n'atteint la valeur 2. Dans 6 des 14 cas, les passifs

excèdent le total des actifs, ce qui, en termes commerciaux normaux, indiquerait une banqueroute". Ce constat, établi à la fin 1985, n'a fait qu'empirer depuis. Même l'AID reconnaît aujourd'hui (11), en accord avec l'Université de San Salvador, que "95% des coopératives sont incapables de payer les intérêts de leur dette, estimée au total à 800 millions de dollars" (selon la même source, le ministre de l'Agriculture Carlos Aquilino Duarte ne veut le reconnaître que pour 40% des coopératives).

## La tutelle des banques

800 millions de dollars (4 milliards de colons), la somme est vertigineuse pour le Salvador. Elle englobe toute la dette agraire, soit autant celle des phases I et III que du "secteur traditionnel" de 1976. Les organisations de coopératives regroupées dans COACES (12) qui manifestaient le 4 juillet 1987 à San Salvador arrivent à des chiffres analogues : "La dette atteint 3 500 millions de colons. La valeur de cette dette équivaut au budget de la nation pour 1987. En d'autres termes, la dette agricole atteint un montant presque identique à l'aide que les Etats-Unis accordent en un an". Pourtant, depuis le constat déjà dramatique de fin 1985, le gouvernement Duarte avait tenté d'alléger cette dette en dévaluant le colon de moitié. Les propriétaires avaient gémi : les indemnités qui n'avaient pas été payées comptant diminuaient de valeur.

Le résultat majeur de cette dette a été, pour les paysans des coopératives, de passer de l'ancienne tutelle des propriétaires à celle des banques et de l'ISTA. Ne disposant pas des liquidités suffisantes, les coopératives (ici de la phase I) "s'endettent auprès des banques pour assurer les diverses dépenses nécessaires au

bon fonctionnement des exploitations (...) L'essentiel des prêts sert à couvrir les dépenses ordinaires tout au long des cycles agricoles : achats d'in-put répartition du matériel, entretien des bâtiments, soins aux animaux, salaires versés aux ouvriers, etc. Les coopérateurs perçoivent eux-mêmes des avances sur revenus en fonction du travail apporté par chacun. Ces avances doivent être remboursées en fin de cycle en prélevant sur la vente des récoltes (...) Mais les déficits sont beaucoup plus fréquents (que les bénéfices, ndlr.) et les profits éventuels sont consacrés pour l'essentiel, au paiement de la dette agraire. Les adhérents des coopératives se considèrent donc plutôt comme des ouvriers agricoles. Ils cessent de travailler chaque fois que la banque n'est pas en mesure de leur payer les avances sur revenus qui tiennent lieu, en fait, pour eux, de salaire" (13).

Ici se mesure l'échec d'une réforme qui veut ménager l'oligarchie en lui payant des indemnités. Les paysans ne sont pas devenus les producteurs indépendants annoncés et tant vantés par toute l'idéologie libérale. Ceux qui préconisent "moins d'Etat" ont fait, au Salvador, passer les paysans de la réforme agraire de la soumission au grand propriétaire foncier à celle des bureaucrates de la réforme agraire, souvent corrompus d'ailleurs.

## Inflation et crise agricole

Les banques et l'ISTA exercent en effet un contrôle direct sur les choix de production. Ils refusent, par exemple, des crédits et des projets comme la culture de légumes pour le marché intérieur ou de melons pour l'exportation, d'un rendement jugé insuffisant. L'ISTA exerce ici une tutelle directe dans la gestion des coopératives, sujet de conflits permanents avec les paysans qui réclament leur autonomie. Miquel Aleman, président de la fédération de coopératives PECORAO déclarait ainsi le jour où son association adhéra à l'UNTS en avril 1987 : "La vie n'a pas changé pour le membre d'une coopérative, en dépit de toute la propagande que déverse le gouvernement pour dire au peuple salvadorien que le secteur réformé accorde des avantages aux membres des coopératives. La seule chose qui ait changé est la forme d'exploitation" (14).

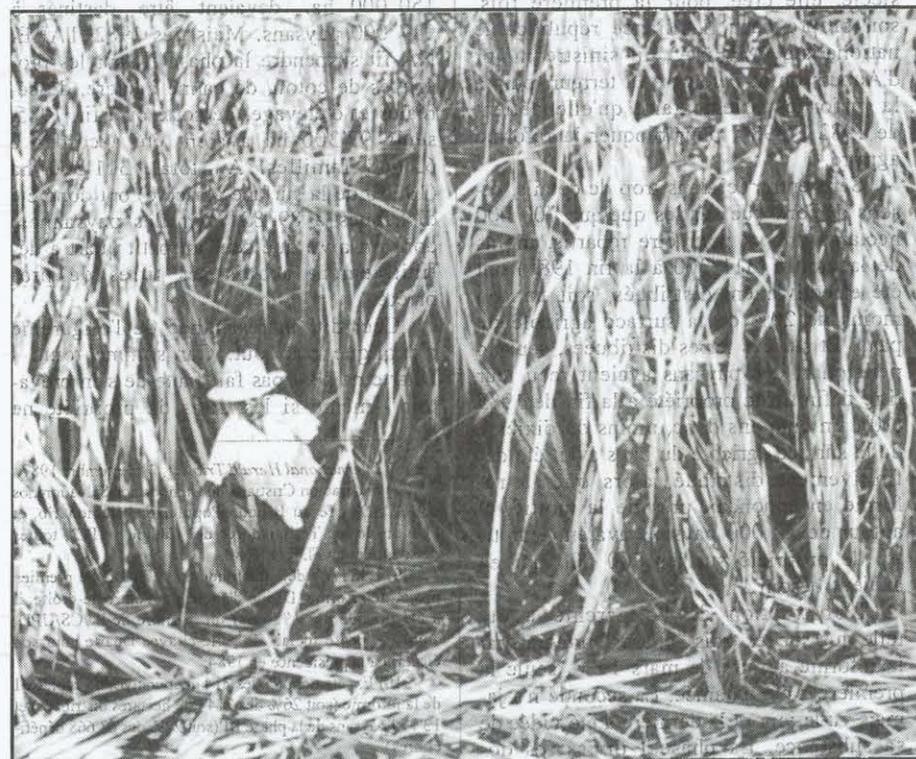
Au printemps 1984, quand l'UPD signa un "pacte social" avec Duarte pour le faire élire (et mettre ainsi fin aux blocages

11) *Coyuntura Económica*, numéro 2, novembre 1985, p.6.

*International Herald Tribune*, 29 septembre 1987.  
12) Confédération des associations coopératives d'El Salvador, qui regroupe quatre fédérations de coopératives agricoles (FECORAO en zone orientale, FECORAPCEN en zone paracentrale, FEDECOOPADES et FENACOA) ainsi qu'une fédération de coopératives d'épargne et de crédit (FEDECACES) et celle des transports (FENACITES, bus urbains), au total 236 coopératives et 16 000 affiliés (*Pueblo Unido*, organe d'information des travailleurs et du peuple salvadorien soutenu par l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), numéro 6; juillet 1987).

13) M. Dufournier, "la question agraire au Salvador", *Problèmes d'Amérique latine*, numéro 83, p. 73/74.

14) Organe de l'UNTS; avril 1987, p.2.



de l'ARENA de la réforme agraire), tous ces problèmes étaient déjà présents, mais n'avaient pas pris la même acuité qu'aujourd'hui. Une grande partie des remboursements de la dette n'a commencé qu'en 1985, après les quatre ans de grâce. Mais la crise s'est surtout accentuée avec le "paquet économique" de 1986.

## La loi sur les coopératives

Deux problèmes sont en effet venus aggraver le conflit et ont provoqué, en moins de deux ans, la rupture du "pacte social" de 1984. Le statut des coopératives d'abord. En février 1985, la majorité de l'Assemblée nationale (dont 33 élus PDC) adoptait une nouvelle loi sur les coopératives, leur accordant une grande autonomie de gestion. Duarte y oppose son veto. L'UPD, liée au gouvernement, laisse le terrain aux fédérations de coopératives d'opposition qui se regroupent dans COACES. Elles demandent, outre l'autonomie de gestion, la reconnaissance comme coopérative à partir de 18 membres et non 30 et la majorité à 16 ans et non 21. Elles exigent des banques des crédits non conditionnels (notamment l'abolition des crédits "politiques" dont l'octroi n'est accordé qu'aux coopératives qui acceptent le "pacte social" et se lient à la DC) ainsi que de meilleurs prix pour les récoltes. A l'initiative de COACES, une grande manifestation se tient à San Salvador le 6 juillet 1985 pour appuyer ces revendications. Les paysans obtiendront partiellement gain de cause. L'essentiel de la loi sur les coopératives a été finalement adopté en mai 1986, après un an de luttes et de pressions. Le prix des haricots a été réhaussé (de 70 à 100 colons le quintal), mais l'accord n'a été signé qu'en mars 1986, après la récolte, laissant le bénéfice "aux coyotes" comme disent les paysans, c'est-à-dire aux intermédiaires.

Ces résultats, dont les fédérations de COACES ont récolté les fruits politiques, ont accentué la crise entre le gouvernement et ses propres "relais" : l'UPD et les associations liées à la DC nées dans le cadre de la réforme agraire (15). Une partie de l'UPD va même participer à la fondation de l'UNTS en février 1986.

Un second élément va cependant précipiter ce conflit : la crise économique accélérée que connaît le Salvador depuis la dévaluation et le "paquet économique" du début de 1986. Ces mesures, qui devaient stimuler les exportations, réévaluer les prix agricoles et stabiliser l'économie,

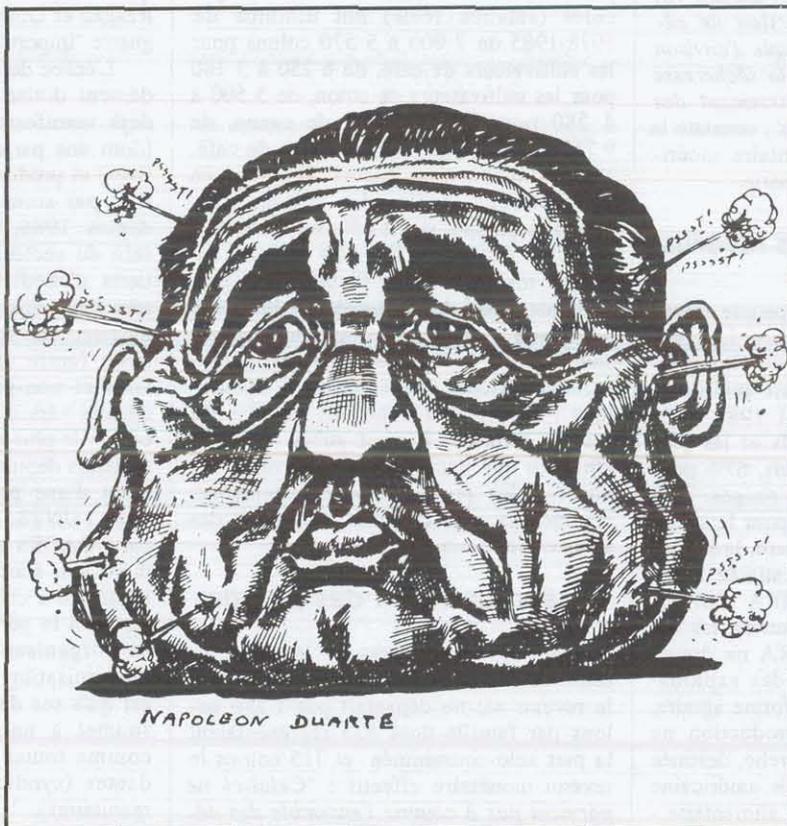
ont au contraire rendu plus chères les importations, aggravé l'inflation et le chômage et creusé finalement le déficit de l'Etat (qu'elles étaient censées combler). Même les milieux patronaux démentent l'optimisme qu'affiche encore aujourd'hui le gouvernement sur les perspectives économiques : "Depuis 1979, sous bien des aspects, on assiste à une aggravation de la situation générale car le processus de récession s'est doublé d'un approfondissement des déséquilibres financiers", explique l'économiste Rafael Rodriguez Loucel. Un indice, plus que tout autre, souligne l'ampleur de cette crise : le produit intérieur brut par habitant a chuté de 16,7% entre 1981 et 1986 et la chute a notamment repris cette dernière année après une courte stabilité en 1984/85 (chiffres du CEPAL). La relance des exportations devait notamment favoriser celles

na. En termes d'emplois (travaux saisonniers de la récolte) comme par rapport à la réforme agraire, cette évolution est catastrophique. Dans ce petit pays surpeuplé où l'oligarchie a refusé la réforme agraire pour conserver ses domaines, les terres des caféiers diminuent mais ne sont pas réparties et les ouvriers agricoles perdent leur emploi.

La crise du coton n'est pas moins grave. La surface cultivée en 1980/81 était de 58 100 ha. Tombée à 36 700 ha en 1983/84, on atteignait 129 000 tonnes métriques en 1980/81 et 88 500 en 1983/84. Les exportations de coton, en valeur, indiquent toutefois la chute : 85 millions de dollar en 1980/81, 53 millions en 1983/84, 10 millions en 1984/85, 38 millions en 1985/86 et 16 millions prévus pour 1986/87. Espérant une légère hausse des prix internationaux, le gouvernement a décidé à l'été 1987 d'augmenter la surface cultivée (le projet est de revenir à l'état de 1983, soit 42 000 ha), notamment avec l'aide technique d'Israël et le financement de l'AID en zone orientale. Mais les résultats sont bien incertains, pour deux raisons.

## Les producteurs de coton

Premièrement, ce sont les producteurs de coton qui, en 1982, avaient fait pression pour exclure leurs terres de la phase III de la réforme agraire, obtenant en outre la garantie de leur prix et l'achat de toute leur récolte. Puis, arguant des sabotages du FMLN, les grands producteurs avaient demandé l'aide gouvernementale, avec pour résultat que la Banque centrale a financé le non-remboursement délégué des débiteurs et la fuite des capitaux. Deuxièmement, en priorisant l'exportation, les producteurs vont aggraver la crise du marché intérieur. En 1984, les producteurs de textiles se plaignaient déjà de la récolte insuffisante (il leur manquait 300 000 quintaux) et les graines de coton sont, d'autre part, une source majeure de la production d'huile comestible. L'effet de cette crise est donc immanquable : il va aggraver la crise de l'industrie textile et la



du café, dont le "paquet économique" espérait pouvoir tirer un impôt spécial (+15%) pour combler le déficit public creusé par la guerre (16). Mais les résultats sont inverses. Certes, en valeur, les exportations de café ont augmenté en 1985 et 1986, profitant d'une hausse des prix (+48% en 1986) provoquée par la mauvaise récolte brésilienne. Mais cette opportunité du marché n'a pas duré. Et surtout, cette hausse provisoire des exportations, en valeur, n'a pas freiné la baisse de la production de café qui se prolonge depuis plusieurs années. "La production de café a diminué, passant de 4,5 millions de quintaux en 1979 à 2,7 millions en 1984" et l'Association des caféiers du Salvador l'estime actuellement à 2,2 millions : une chute de moitié en sept ans. Entre 1985 et 1986, le rendement du café a également baissé de 13,6 à 12,5 quintaux par manza-

na. En termes d'emplois (travaux saisonniers de la récolte) comme par rapport à la réforme agraire, cette évolution est catastrophique. Dans ce petit pays surpeuplé où l'oligarchie a refusé la réforme agraire pour conserver ses domaines, les terres des caféiers diminuent mais ne sont pas réparties et les ouvriers agricoles perdent leur emploi.

15) Elles sont nombreuses : ACOPAI, FESACORA (première réforme agraire), UCS, ANIS (indigènes), ASTA, UPD. ANIS s'est divisée en une organisation gouvernementale et l'autre non-gouvernementale (qui travaille aujourd'hui en collaboration avec l'UNTS).

16) La part des dépenses publique pour la Défense est passée de 14,4% en 1980 à 31,6% en 1985, celle de la dette extérieure (l'aide des Etats-Unis couvre en effet le déficit) de 19,3% à 25,9% tandis que les dépenses d'éducation et de santé baissaient de 34,6% à 25,2%. Coyuntura Economica, numéro 4/5, avril 1986, p.8.

hausse des prix, notamment de l'huile. La production vivrière de son côté - celle que devait assurer justement la réforme agraire - a vu s'accroître la crise avec le "paquet économique". Déjà, on l'a vu, la dette agraire charge les petits producteurs. Mais le renchérissement des importations a donné un coup de grâce, rendant les engrais hors de prix. Un paysan interrogé récemment résume en quelques mots tout cet échec de la réforme agraire : "La terre est mauvaise. Elle produit chaque année moins. Je n'ai pas assez d'argent pour acheter des engrais et pas assez pour payer les hypothèques" (17).

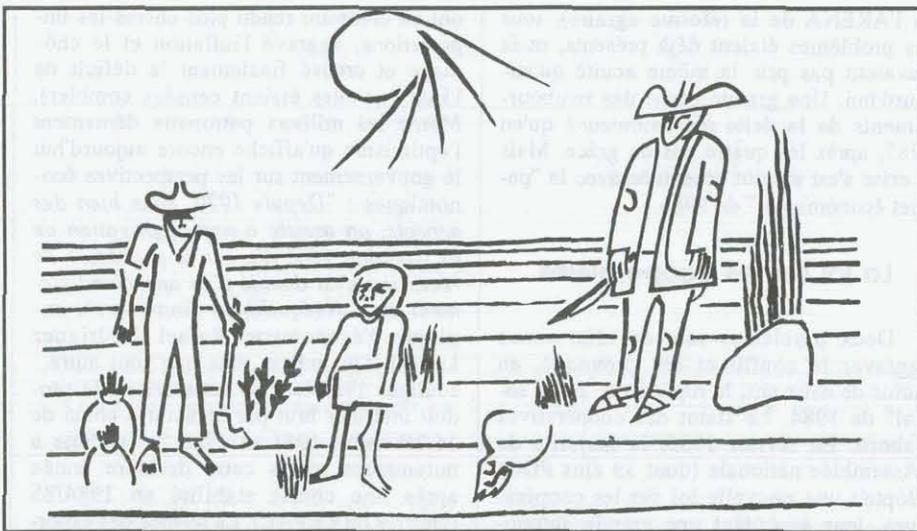
En d'autres termes, malgré une légère augmentation des surfaces cultivées (même pour le riz entre 1984 et 1985), ou si l'on préfère malgré la timide réforme agraire, la production des principaux produits de base (pour lesquels le Salvador était autosuffisant à la fin des années 70) stagne ou chute. "La production de céréales de base affiche un manque d'environ 3 millions de quintaux dû à la sécheresse et spécialement au renchérissement des engrais suite à la dévaluation", constate la même source. L'aide alimentaire américaine est le seul recours de Duarte.

## Inflation et baisse des revenus

La conséquence, pour le peuple salvadorien, ne s'est pas fait attendre. Les prix que l'Institut de régulation de l'approvisionnement (IRA) prétendait maintenir stables, s'envolent. En avril 1986 déjà, l'écart entre les prix officiels et les prix réels était de 34% pour le maïs, 67% pour le riz, 98% pour les haricots rouges, 70% pour les haricots noirs, 18% pour le sucre, 8% pour l'huile. Un an plus tard, la hausse des prix est officiellement estimée à 35-40%. Les prix offerts par l'IRA sont notamment insuffisants pour couvrir les besoins des producteurs et l'IRA ne draine que 6,6% de la production des exploitations de la phase III de la réforme agraire. Une grande partie de la production ne passe d'ailleurs pas sur le marché, destinée à l'auto-consommation. L'aide américaine - qui doit combler le déficit alimentaire - ne favorise finalement pas les choses.

Les fournitures de lait en poudre de l'AID provoquent la réaction des producteurs de lait qui constatent que "l'importation totale du produit en poudre dépasse constamment la demande nationale et a complètement altéré le marché (à elle seule l'IRA et le programme AID ont importé en 1983 l'équivalent de 46% de la consommation nationale)" (18). Les pâtisseries, boulangers et fabricants de glaces recourent pour 60-90% à du lait en poudre et les inspections gouvernementales pour limiter cet usage restent sans effet. Pour cause : au sein même de l'IRA, la corruption bat son plein et les syndicats dénonçaient cet été de hauts fonctionnaires démocrates-chrétiens de cet institut qui retenaient le lait pour le vendre plus cher en province !

Parallèlement à cette poussée de l'inflation, les revenus agricoles ne sortent



pas de la misère. Ceux des ouvriers agricoles (salaires réels) ont diminué de 1978-1985 de 7 000 à 5 570 colons pour les cultivateurs de café, de 6 250 à 3 180 pour les cultivateurs de coton, de 5 500 à 4 580 pour les coupeurs de canne, de 9 750 à 5 670 pour les récolteurs de café. Leur situation s'est encore aggravée en 1986 puisque l'indice des salaires réels agricoles passait de 2 650 en février à 2 140 en décembre. En mars de cette année, le ministère de la Planification économique (MIPLAN) estimait que le revenu nécessaire à nourrir une famille s'établissait à 2 607 colons par mois et un travailleur agricole gagne moins de 500 colons ! Quant au revenu des paysans du secteur réformé, il n'est guère meilleur. On a vu que dans les coopératives de la phase I, les producteurs se considèrent comme des salariés agricoles, vivant des avances des banques.

## La réorganisation des paysans

Pour les producteurs de la phase II, selon l'étude de Dufumier (état fin 1985) le revenu net ne dépassait pas 1 250 colons par famille dont 535 représentaient la part auto-consommée et 715 colons le revenu monétaire effectif : "Celui-ci ne parvient pas à couvrir l'ensemble des dépenses de biens de consommation de première nécessité (vêtements, savon, nourriture non produite par l'exploitation) et les paysans continuent à vendre leur force de travail sur les grandes plantations lors des travaux de récolte. Les salaires agricoles assurent en moyenne 66% du revenu total des familles ayant bénéficié de la troisième phase" (19).

Le bilan est clair : la réforme agraire de 1980 a fini dans les sables et le projet américain de favoriser des petits propriétaires pour "éviter un nouveau Nicaragua" rejette en définitive les paysans, même du secteur réformé, dans l'opposition. N'oublions pas ici qu'à côté des dizaines de milliers de paysans qui ont "bénéficié" de la réforme, il en subsiste des centaines de milliers sans terre. Les déplacements massifs de population provoqués par la guerre (1,2 millions d'exilés et déplacés sur 5,5 millions d'habitants) n'ont fait

qu'accroître le désastre. Pendant ce temps, Reagan et Duarte continuent à parler d'une guerre "importée" de Cuba ou de l'URSS !

L'échec de la réforme agraire a profondément divisé les paysans. Les tensions déjà manifestes entre salariés agricoles (dont une partie travaille sur les coopératives) et producteurs du secteur réformé ne sont pas surmontées. A cela s'est ajouté, depuis 1986, une division nouvelle au sein du secteur coopératif. Les organisations d'obédience démocrate-chrétienne, très liées aux institutions de la réforme agraire, ont toutes connu soit des scissions (entre organisations gouvernementales et non-gouvernementales), soit des départs vers d'autres associations. Le processus le plus nouveau de ce point de vue, en cours depuis deux ans, est le rapprochement d'une partie du secteur coopératif avec l'UNTS. Les mobilisations menées par COACES ces dernières années, notamment son succès en 1985, ont beaucoup contribué à cette évolution et, en contrepartie, à la perte de crédit de l'UPD et de ses organisations affiliées. Mais cette réorganisation du secteur coopératif n'en est qu'à ses débuts et le gouvernement le soumet à une répression systématique, comme toutes les organisations indépendantes (syndicales, coopératives ou humanitaires).

Échec de la réforme agraire, échec de "l'ouverture démocratique" annoncée à grand fracas au moment de l'élection de Duarte en 1984. En deux à trois ans, le projet de répression, couplée de réformes, a fait faillite. Il n'en reste que la guerre et la terrorisante pratique des meurtres et des disparitions. ■

27 octobre 1987

17) *International Herald Tribune*, 29 septembre 1987.

18) *Infopress centroamericana*, numéro 757, 24 septembre 1987, p.6.

19) Dufumier, op. cit. p.82.

# L'arrestation de Piatnitski

LE NUMERO DU 10 AVRIL 1988 des *Nouvelles de Moscou* publie un long article de Guennadi Javoronkov sur les conditions de l'arrestation et de l'exécution en 1937 d'Ossip Piatnitski, membre du Comité central du PCUS, secrétaire de l'Internationale communiste, ami intime de Lénine. Ces révélations sont basées sur le témoignage de Vladimir Gouberman, qui avait lui-même enregistré le récit de Lazare Kaganovitch, un des chefs de file de la fraction stalinienne, sur la réunion du Comité central de juin 1937 qui avait abouti à l'assassinat "légal" de Piatnitski. Gouberman préparait un livre sur Piatnitski au cours des années 60, et réussit à obtenir le témoignage de Kaganovitch avant la mort de celui-ci. Le texte en dit long sur le cynisme qui a présidé aux purges de la direction du PCUS.

Ernest MANDEL

**L**E PLENUM a examiné la question des stations de machines et de tracteurs et, en plus, sur la proposition de Staline, celle du sort des membres du bloc de droite et notamment de Boukharine. Staline a insisté sur la suppression physique de tous les représentants de l'Opposition de droite, et sur l'octroi au commissaire du peuple pour l'Intérieur, Iejov, de pouvoirs exceptionnels pour combattre la contre-révolution : les 'ennemis du peuple'...

## L'inquiétant Iejov

A la séance du soir du 24 juin, Ossip Piatnitski a émis des objections à l'adresse de Staline. Il s'est prononcé contre la suppression physique de Boukharine et des membres de son groupe, et a déclaré que pour le fait d'avoir mené des activités de fractionnistes, il suffisait d'exclure du parti, parmi d'autres représentants du bloc de droite, Boukharine et ses compagnons, et de les tenir à l'écart des activités politiques...

Piatnitski s'est également opposé à la proposition de Staline sur l'octroi de pouvoirs exceptionnels à Iejov. Il a allégué le fait qu'étant chef de la section politico-administrative du CC du parti et surveillant, entre autres, l'observation des dispositions du parti dans l'appareil de la Sécurité d'Etat et de l'Intérieur, il avait fait connaissance avec les méthodes d'interrogatoire utilisées par Iejov et que, pour cette raison, il objectait contre l'octroi au Commissaire du peuple Iejov, de tels pouvoirs. Piatnitski a proposé, par contre, de renforcer le contrôle des activités du NKVD (police politique, ndlr) et notamment de celles de Iejov.

Après l'allocution d'Ossip Piatnitski, Staline a interrompu la réunion du plénum

annonçant une pause pendant laquelle certains membres du Comité central proches de Piatnitski lui ont conseillé dans les couloirs de revenir sur sa déclaration. La plupart des participants au plénum ne se sont même pas approchés de lui.

Quelque temps après, Molotov, Kaganovitch et Vorochilov ont abordé Piatnitski pour lui dire que Staline les avait chargés de parler avec lui pour le persuader de revenir sur sa déclaration, faite lors de la séance précédente.

Kaganovitch a rappelé à Ossip Piatnitski que Staline avait confiance en lui en tant qu'homme et bolchevik resté toute sa vie un léniniste dévoué (sic), n'ayant jamais participé aux oppositions, et que Staline l'appréciait comme un organisateur inégalé. Il a dit à Piatnitski que si celui-ci revenait sur sa déclaration, on l'oublierait. Alors Molotov a rappelé à Piatnitski qu'il avait une famille, femme et enfants, et lui a conseillé de penser à leur sort (re-sic).

## Sa conscience communiste

Ossip Piatnitski a répondu que sa conscience de communiste ne lui permettait pas de revenir sur sa déclaration, et qu'il s'imaginait parfaitement bien le sort qui l'attendait, que son intervention au plénum n'était pas une action fortuite, mais parfaitement réfléchie, et qu'au nom de la pureté et de l'unité du parti, il était prêt à sacrifier sa vie et même, si nécessaire, celle de ses enfants et de sa femme.

Après avoir entendu cela, Molotov, Kaganovitch et Vorochilov l'ont quitté.

Ce jour-là le plénum n'a plus repris ses travaux.

Le lendemain, le 25 juin, la séance du plénum a commencé par l'allocution de Iejov. Il a déclaré que le NKVD disposait de renseignements irréfutables selon les-



quels Ossip Piatnitski était à l'époque de la réaction tsariste un informateur de l'Okhrana (police tsariste), et qu'il accusait Ossip Piatnitski comme ancien provocateur et, se fondant sur ce fait, il a proposé de refuser à Ossip Piatnitski la confiance politique. La question fut votée. Le plénum a soutenu la proposition de Iejov".

Piatnitski fut arrêté dès le 26 juin. Il fut torturé pendant 32 jours pour l'amener à avouer ses "crimes". Il refusa catégoriquement. Il fut fusillé sans aveux ni procès public, le 27 juillet 1937.

## De la contre-vérité au mensonge

Ce récit apporte un témoignage crédible sur la force de caractère et le courage du vieux bolchevik qu'était Ossip Piatnitski. Il jette une lumière nouvelle sur les méthodes et les causes des grandes purges stalinienne des années 1934-1938. Mais il révèle aussi les insuffisances, les lacunes et le retour à de nouvelles contre-vérités, à de nouvelles falsifications de l'Histoire, dont reste marquée jusqu'ici la déstalinisation sous Gorbatchev, et du même fait, la *glasnost*.

L'article des *Nouvelles de Moscou*, est intitulé : "Il n'a pas menti une seule fois - Portrait d'un révolutionnaire". Or, comme membre du Comité central, Piatnitski avait voté la mise en accusation comme "espions" et "ennemis du peuple" contre-révolutionnaires, favorables à la restauration du capitalisme et au démantèlement de l'URSS, de Zinoviev, Kamenev, Trotsky, Piatakov et leurs compagnons, accusés du premier et du deuxième Procès de Moscou. Il avait de même approuvé leur "suppression physique", c'est-à-dire leur assassinat "légal", ou ne s'y était, en tout cas, pas opposé. De ce fait, il a bel et bien menti. Il a permis la mise en place des mécanismes qui avaient commencé la purge dont il est par la suite devenu lui-même la victime. Sa responsabilité de ce point de vue est d'autant plus grave qu'il était justement chargé, au sein du PCUS, de "surveiller" les opérations du NKVD. Ces opérations impliquaient l'usage de la

torture. Il a laissé faire pendant un an, ne protestant que quand son ami Boukharine était visé, n'élevant pas la voix quand ces horreurs visaient ses adversaires fractionnels.

L'article de Guennadi Javoronkov comporte en outre une contre-vérité historique par omission. "Les chroniques encore disparates de cette époque peuvent donner l'impression que le stalinisme était une fatalité et qu'on ne s'y opposait pas, car toute résistance était inutile. Ce n'est pas vrai". Javoronkov a certainement raison de souligner que le stalinisme n'était guère une fatalité, qu'on pouvait s'y opposer et qu'on s'y est opposé. Mais en ramenant cette opposition à celle, tardive, partielle et à demi-consentante, des seuls membres de la fraction stalinienne elle-même, il omet de rappeler que les seuls à s'être opposés dès le début à l'emploi de méthodes d'abord administratives-bureaucratiques, en violation totale des normes léninistes, puis de méthodes carrément terroristes-criminelles, ce furent les dirigeants et militants de l'Opposition de gauche, de l'Opposition unifiée, puis de nouveau, de l'Opposition de gauche.

Ce mensonge par omission permet aux "khrouchtchéviens" libéraux et "gorbatchéviens" de pointe (de gauche ?) de répandre la légende selon laquelle Trotsky était égal à Staline, voire pire que Staline, et que Staline n'aurait fait qu'appliquer "le programme de Trotsky".

Ces contre-vérités éclatent au grand jour dans une discussion, par ailleurs fort intéressante, qui s'est déroulée récemment entre historiens soviétiques sur toute l'époque stalinienne, organisée par la revue *Ogoniok*. Mais, même au cours de cette discussion, l'historien le plus favorable à Staline a demandé qu'on permette aux citoyens soviétiques de se former leur propre opinion sur cette époque de l'Histoire de l'URSS, en leur donnant accès à tous les documents de l'époque. D'autres ont approuvé dans le même sens.

### Publier tous les documents

Il faut donc publier tous les documents des différentes oppositions au sein du PCUS à commencer par celle de l'Opposition ouvrière et de l'Opposition de gauche de 1923 et des années suivantes. Il faut publier la plate-forme de l'Opposition unifiée de 1926-1927. Il faut publier tous les ouvrages de Trotsky, de Rakovski, de Préobrajensky, de Radek, de Zinoviev, de Kamenev, en plus de ceux de Boukharine. Et pour que cela soit légalement possible en URSS, il faut casser officiellement les verdicts du 1er et du 2e procès de Moscou, comme a été cassé celui du 3e procès. Il faut réhabiliter pénalement Trotsky et tous les inculpés des deux premiers procès. Il faut réhabiliter pénalement tous les vieux bolcheviks. Notre campagne à cette fin doit être poursuivie avec vigueur. ■

1er mai 1988.

## PAYS DE L'EST

# Quand l'Est rencontre l'Est...

**LE 23 OCTOBRE 1986, plus d'une centaine de militants de mouvements indépendants de Hongrie, de Pologne, de Tchécoslovaquie et d'Allemagne de l'Est, publiaient une déclaration commune dans laquelle ils rendaient hommage aux insurgés de l'Octobre hongrois de 1956.**

**C**ETAIT LA PREMIERE fois que des militants de plusieurs pays de l'Est signaient un texte commun, démontrant ainsi le renforcement de leurs liens. Depuis cette date, la coopération entre les divers mouvements indépendants a pris un nouvel élan en 1987 et dans les premiers mois de 1988.

C'est entre la Tchécoslovaquie et la Pologne que ces liens sont les plus étroits et les plus anciens. Dès 1978, le Comité de défense des ouvriers (KOR), créé en 1977, côté polonais, et la Charte 77, côté Tchécoslovaque, vont se rencontrer à la frontière des deux pays. Les contacts entre les deux organisations seront plus lâches pendant quelques années, en partie à cause de la vague d'arrestations qui touche les opposants tchèques en 1979, en partie à cause de l'essor de Solidarité qui mobilise toutes les énergies militantes en Pologne à partir de 1980.

Toutefois, et malgré le harcèlement des autorités, un groupe de "Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie" voit le jour en 1981.

Enfin, en juillet 1987, (voir *Inprecor* numéro 258 du 1er février 1988), ce groupe décide d'apparaître publiquement, Ana Sabatova en étant la porte-parole pour la Tchécoslovaquie, et Josef Piniór pour la Pologne. Un bulletin régulier est mis sur pied dans les deux langues à partir de décembre 1987, un groupe large "le Cercle des amis de Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie" voit le jour.

Mais les activités Est-Est ne se limitent plus aux contacts - maintenant réguliers - entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. De nombreuses initiatives, qu'il s'agisse de déclarations, de réunions ou de séminaires, regroupent des militants de mouvements indépendants de Hongrie, de Yougoslavie, de façon plus limitée de RDA, bien sûr de Tchécoslovaquie et de Pologne et, ce qui est nouveau, d'Union soviétique.

Très souvent, la présence physique

aux initiatives organisées dans l'un ou l'autre pays, se heurtent aux autorités policières qui refusent les visas aux participants invités. Parmi les plus importantes manifestations communes qui ont eu lieu ces derniers mois, citons la déclaration contre la répression en RDA en janvier dernier (publiée dans *Inprecor* numéro 259 du 15 février 1988) ; le "Forum des démocrates" organisé en Hongrie, en novembre 1987 ; l'appel lancé par la Charte 77 demandant aux citoyens des différents pays d'Europe de manifester activement leur solidarité avec le peuple roumain ; et enfin, toujours en janvier dernier, à l'initiative des Hongrois, l'appel en faveur du droit à l'objection de conscience qui a recueilli plusieurs centaines de signatures, dont une partie significative venant des groupes pacifistes indépendants en URSS. Il faudrait y ajouter les nombreuses initiatives concernant l'écologie, un thème qui, comme celui de la paix, mobilise aujourd'hui un nombre important de gens, dont beaucoup de jeunes, dans l'ensemble de ces pays.

Ces manifestations communes sont ressenties comme une nécessité par les mouvements indépendants des pays de l'Est. C'est une leçon tirée de l'échec des mouvements sociaux qui ont secoué ces sociétés depuis les émeutes de Berlin en 1953, jusqu'à la formidable expérience de Solidarité en 1980-1981 : l'isolement dans les frontières d'un seul pays est une de ces causes d'échec.

Elles sont rendues aujourd'hui possibles par la crise générale qui secoue l'ensemble de ces pays, qui affaiblit d'autant l'emprise de la bureaucratie au pouvoir, et permet à ces mouvements indépendants de jouer des contradictions inter-bureaucratiques à l'intérieur d'un pays comme entre les différents pays. Et l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir chez "le grand frère" soviétique est un facteur de crise supplémentaire qui aggrave la position - déjà fort précaire pour certaines d'entre elles - de beaucoup des équipes au pouvoir. Bien sûr, la situation de ces différents mouvements est différenciée et instable. Ce qui est toléré en Hongrie est interdit en Tchécoslovaquie et impensable en RDA, et les retours de bâton ne sont pas à écarter, loin de là.

Voilà une dizaine d'années, les mouvements indépendants commençaient à apparaître publiquement ; leur coordination, même si elle reste encore limitée par le harcèlement policier, est aujourd'hui une nouvelle étape. **AM** ■

# Dépasser les frontières

## Interview de Vaclav Havel

**HOMME DE THEATRE** dont les pièces sont interdites dans son pays, Vaclav Havel fut l'un des premiers porte-parole de la Charte au moment de sa création en 1977. Emprisonné une première fois peu de temps après, il fait partie des dix dirigeants de la Charte arrêtés en mai 1979 et lourdement condamnés ;

Son action pour le développement des contacts entre les mouvements indépendants des différents pays de l'est, est moins connue. Havel participe à la première rencontre de 1978 entre le KOR et la Charte 77, il est membre du Cercle des amis de Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie.

Pour lui, cette activité est fondamentale " *aucun mouvement de libération ne parviendra à ses fins s'il se cantonne dans les frontières d'un seul pays*" déclare-t-il dans cette interview accordée à l'*East European Reporter*, dont nous reproduisons des extraits ci-dessous.

**VACLAV HAVEL** : Je pense que ces contacts sont extrêmement importants pour différentes raisons. Premièrement et avant tout, il faut comprendre qu'aucun mouvement de libération dans les pays du bloc soviétique ne parviendra à ses fins s'il se cantonne dans les frontières d'un seul pays. Jusqu'à présent, beaucoup d'activités indépendantes ont été très auto-centrées. Les gens dans les pays de l'Est ont été tellement assaillis par leurs propres problèmes, qu'ils se sont peu informés de ce qui se passait dans les pays voisins. Voilà pourquoi tous les mouvements pour l'émancipation ont été finalement assez aisément réprimés, parce qu'ils se limitaient à un seul pays et parce qu'ils n'avaient pas de liens internationaux. Souvent, nous connaissons très peu ce qui se passe ailleurs et nous le comprenons encore moins. Cette situation est également due au fait que les sociétés est-européennes sont relativement isolées les unes des autres. A mon sens, un très petit nombre de gens en Tchécoslovaquie étaient réellement intéressés et bien informés de ce qui se passait en Pologne. Tout simplement parce que des barrières mentales ont été dressées entre ces pays. Souvent, les couches dirigeantes tentent de dresser les nations des pays de l'Est les unes contre les autres. Ils ne font là qu'appliquer le vieux slogan "Diviser pour régner".

Voilà un an, la Charte 77 a reçu un message de félicitations de militants des droits de l'Homme slovènes, qui contenait une très belle idée. Il disait que toute l'énergie que nous dépensons pour essayer de lever le rideau de fer entre l'Est et l'Ouest devrait être utilisée pour lever le rideau de fer invisible qui sépare les pays du bloc soviétique les uns des autres. Je suis personnellement beaucoup plus heu-

reux d'apprendre que l'une de mes pièces a été jouée en Pologne, ou que certains de mes essais ont été publiés dans les *samizdats* polonais, que quand j'apprends qu'ils ont été publiés à l'Ouest. Je sais que nos situations périlleuses sont liées. Je connais les risques que l'on court en publiant du matériel d'un écrivain indépendant d'un pays de l'Est dans un autre pays de l'Est, quand ces écrivains y sont interdits. Les citoyens des autres pays d'Europe centrale et de l'Est sont mes frères, nous sommes soumis aux mêmes périls, nous y faisons face de la même manière. Il me semble que nous serons capables de mieux résister à la pression des structures dirigeantes si nos contacts mutuels sont plus forts.

**EAST EUROPEAN REPORTER** : A l'Ouest, nous entendons parfois l'argument que ces rencontres sont en fait peu importantes, car elles ne regroupent jamais que deux, voire trois petits groupes qui n'auront jamais la possibilité de prendre le pouvoir. Aussi - dit-on - le seul point de ces réunions est de renforcer et soutenir mutuellement ceux qui luttent contre l'injustice. Apparemment, ces réunions et ces activités communes n'ont pas d'impact politique sur le statu quo qui régit chacune des sociétés est-européennes ou l'Europe de l'est dans son ensemble. Que pensez-vous de cet argument ?

- Je pense qu'il est basé sur une incompréhension typique de gens qui ont été élevés dans des sociétés ouvertes et qui sont habitués à la vie politique de ces sociétés. Naturellement, dans les pays de l'Ouest, l'importance politique d'une force sociale se mesure au nombre de ses adhérents, au nombre de voix qu'il reçoit. Les gens sont tellement habitués à ce genre de choses qu'ils ne peuvent simple-

ment concevoir que ce qui n'est pas quantifiable ou vérifiable en terme de soutien de masse, ait une signification politique. Aussi, nous conçoivent-ils comme marginaux. Mais c'est là une véritable incompréhension de la situation qui prévaut dans les Etats totalitaires. J'ai essayé d'expliquer dans différents essais que, dans des conditions totalitaires, la signification politique potentielle d'un petit groupe ne peut être mesurée à la quantité de soutien ouvert qu'il reçoit. Elle se base sur quelque chose d'autre, beaucoup plus complexe. Sa signification est indirecte. Le soutien potentiel des groupes indépendants dans un pays donné doit être cherché dans les zones de la conscience sociale. Il est très difficile d'y accéder. Ce soutien est présent de manière latente dans ces aires sociales comme potentiel qui peut - ou peut ne pas - se manifester dans certaines circonstances extrêmes. Ce potentiel n'est certainement pas mesurable ou vérifiable par des méthodes simples, mais il existe. Nous en avons des preuves concrètes. Quand le KOR a commencé son travail en Pologne, ses activités semblaient ne sembler être rien de plus qu'une tentative désespérée d'une poignée d'intellectuels, d'un petit groupe restreint. Et pourtant, sans le KOR, il n'y aurait pas eu Solidarité. C'est dans les milieux du KOR qu'a germé le concept d'un syndicat indépendant. Quand la désobéissance civile a commencé, elle ne s'est pas terminée par l'incendie du secrétariat du Parti communiste local, mais une certaine philosophie a été adoptée, un certain concept, et le mécontentement s'est transformé en un syndicat de masse, fort de plus de dix millions d'adhérents. Ce qui ressemblait à un combat contre des moulins à vent par une poignée de gens comme Michnik, Kuron et Litynski, avait en fait une force potentielle très forte. Il ne faut pas en tirer comme conclusion que cette force se manifesterait toujours en soi. Ce potentiel peut ou ne peut pas ne faire sentir. Nous pouvons théoriquement imaginer une situation où une série d'événements, une crise économique, un changement politique dans la direction du pays, transformerait même la Charte 77 en un mouvement visible et quantifiable, largement suivi. Mais il n'existe aucune garantie que cela serait

Badge du mouvement pacifiste indépendant d'Allemagne de l'Est



définitif. Cela ne réduit pas l'importance de la Charte 77, surtout depuis qu'elle a décidé de ne pas être une force politique recherchant un soutien et visant un électorat. Sa force provient de la vérité qu'elle exprime, vérité qui dans son ensemble est partagée par la société. La Charte ne peut pas, dans les conditions actuelles, mettre en pratique ce qu'elle dit. Néanmoins, le fait qu'il existe un miroir crucial qui se dresse est extrêmement important. Ce serait important même si ce miroir n'était tenu que par deux personnes. L'existence même du miroir dépasse de loin en importance le nombre de personnes qui le tiennent.

Si les gens ne comprennent pas ces particularités, qui doivent toujours être à l'esprit quand on veut faire une quelconque analyse des différents phénomènes politiques dans les pays totalitaires, ils ne comprendront évidemment pas très bien la signification des contacts internationaux entre les groupes indépendants des divers pays de l'Est. A mon sens, si les représentants de la Charte 77 se rencontrent avec les représentants de Solidarité, c'est là un fait qui aura, un jour, une signification politique considérable. Mais quand et comment cette signification ne manifesterait-elle, nous ne pouvons le dire à l'étape présente. Quand elle le fera, je serais très certainement beaucoup moins surpris que ceux qui nous regardent comme une poignée d'excentriques voyageant aux frontières pour assurer à un autre groupe d'excentriques que leur excentricité est une bonne chose. (...)

■ **Vous avez cité le passage d'une lettre de vos amis slovénes parlant du rideau de fer qui existe entre les différents pays de l'Est. Vous avez dit que ce rideau était invisible. Vos amis slovénes disent qu'il est même "plus solide" que celui qui existe entre l'Ouest et l'Est. Il est bien connu que beaucoup de citoyens soviétique peuvent voyager relativement librement vers des pays comme la Roumanie, la Bulgarie et l'Allemagne de l'Est. Si les citoyens de l'Europe de l'Est sont libres de voyager dans d'autres pays de l'Est, pourquoi dire alors que le rideau de fer entre ces différents pays est "plus solide" qu'entre l'Est et l'Ouest ?**

- Les gens voyagent vers la Roumanie et la Bulgarie d'abord pour aller en vacances. Il est vrai qu'il est relativement aisé d'aller en Allemagne de l'Est depuis la Tchécoslovaquie ; il est plus difficile d'aller en Pologne ou en Union Soviétique. Voilà pourquoi je dis moi que ce rideau de fer est moins visible. S'il doit être mesuré au nombre de touristes qui voyagent d'un pays à l'autre, il ne serait pas particulièrement solide. (...) Pour ma part, je ne suis pas prêt d'être autorisé à voyager dans un quelconque pays. Ces pays sont devenus aujourd'hui



Carte du mouvement pacifiste indépendant hongrois (1983)

des attractions touristiques ou de consommation pour les citoyens des autres pays de l'Est, mais spirituellement, dès que les idées sont concernées, ces pays demeurent totalement inconnus à l'extérieur de leurs frontières. Il était assez facile par exemple de voyager en Pologne. Mais à partir du moment où les autorités se sont rendus compte que les gens qui voyageaient participaient aux Pèlerinages de la Vierge de Czestochowa, de nouvelles restrictions aux voyages en Pologne ont été imposées. Les citoyens de l'Allemagne de l'Est sont totalement libres d'aller en Tchécoslovaquie pour aller faire leur shopping, aussi souvent qu'ils le veulent, et les Tchèques et les Slovaques peuvent aller faire leurs achats en Allemagne de l'Est comme ils l'entendent. Mais à partir du moment où l'intérêt d'une nation pour une autre ne se limite plus à ce qui peut être trouvé dans les magasins d'un autre pays, de mystérieux obstacles surgissent alors. Nous en avons un exemple concret dans les difficultés que rencontrent les militants indépendants de ces pays, pour lesquels il est plus facile de voyager à l'Ouest que dans les pays voisins du bloc soviétique. Par exemple, György Konrad (Hongrois, ndr) voyage régulièrement à l'Ouest, mais il n'a pas pu aller à Prague ces dernières années, il semble qu'il lui soit beaucoup plus difficile de venir ici qu'à Londres ou à Genève. Ceci est encore évidemment plus vrai pour nous en Tchécoslovaquie. Récemment, les autorités tchécoslovaques ont commencé à confisquer systématiquement les passeports des signataires les moins connus de la Charte 77 - ceux qui vivent en dehors de Prague, par exemple - qui, jusqu'à présent, avaient leurs passeports et étaient libres de voyager dans les autres pays socialistes. Il va sans dire que les passeports des porte-parole de la Charte et de ses signataires les plus connus sont confisqués depuis longtemps. Cette nouvelle vague de confiscation, très large, a commencé après que les autorités se sont rendus compte que les représentants de la Charte 77 avaient pris part à des séminaires indépendants à Varsovie, Budapest ou Moscou. C'est là un très bon exemple

de comment la politique de l'Etat essaie de vider de tout contenu politique - et même, contenu culturel - les contacts internationaux des gens, en tâchant de les cantonner au niveau d'une consommation touristique.

■ **Pourquoi ces gouvernements ont-ils si peur des contacts entre les citoyens indépendants de ces pays, alors qu'après tout, il est clair que ces personnes ne représentent qu'une petite minorité de ces sociétés ?**

- Je pense que cette vigilance de la part des gouvernements nous montre qu'ils comprennent bien mieux les processus politiques mystérieux à l'œuvre dans les sociétés totalitaires que les journalistes ou les analystes des pays occidentaux que vous mentionnez plus haut. Ils sont tout à fait conscients que si les activités indépendantes dans leur pays s'étendent par dessus les frontières, elles constitueront une menace mortelle pour eux et leurs politiques totalitaires centralisées. En essayant de limiter les contacts entre les militants indépendants des différents Etats, ces gouvernements nous donnent d'une certaine façon, une réponse à la question posée par les observateurs occidentaux quant à l'intérêt de ces activités indépendantes internationales.

■ **Dans quelle mesure les gouvernements de ces pays essayent-ils de rendre impossible pour les citoyens l'accès à la littérature et aux arts de leurs pays voisins ?**

- Depuis des années, les sociétés d'Europe de l'Est sont habituées aux échanges culturels officiels. Les gens ne sont généralement pas particulièrement enthousiastes sur ces échanges car ils savent parfaitement qu'ils englobent rarement ce qui est le plus intéressant en matière de développement artistique des autres pays. L'intérêt pour les véritables valeurs culturelles des autres pays est ainsi découragé, bloqué par une espèce particulière de tampon, les échanges officiels. Il faut toujours très longtemps pour que tout le monde sache que certains films hongrois, polonais ou soviétiques sont réellement bons et que les gens se déplacent pour aller les voir. La défiance envers les arts "officiellement importés" est si profondément enracinée que même quand quelque chose de vraiment bon arrive des pays voisins, il faut beaucoup de temps pour que les gens en prennent note et y montrent un réel intérêt. C'est identique pour la censure officielle. Nous savons maintenant qu'il est possible de monter des pièces en Union soviétique qui sont interdites en Tchécoslovaquie. Nous savons qu'en Tchécoslovaquie même des articles sur l'Union soviétique sont soumis à la censure spéciale. De même, au moment de l'existence de Soli-

# SOLIDARNOSĆ

darité, toutes les nouvelles provenant de Pologne sur ce sujet étaient soumises à une censure intensive. Cela signifie que des œuvres d'art importantes sont tout simplement ignorées en Tchécoslovaquie. Je connais un grand nombre de films polonais excellents qui n'ont pas été diffusés ici bien que le point de vue officiel en Tchécoslovaquie affirme que les Polonais sont nos frères et que nous "approfondissons nos fraternels contacts mutuels". Les échanges culturels entre les différents pays d'Europe de l'Est bénéficient d'un soutien officiel, mais ils ne diffusent que cet aspect des arts dans les autres pays qui sont dans l'intérêt des dirigeants du pays qui reçoit, et selon leur situation politique intérieure du moment.

Par exemple, en ce moment, les ministères de la Culture en Pologne, en Hongrie et en Union soviétique ne verraient pas d'objection à ce que mes pièces soient montées dans leurs pays. Elles ne le sont pas tout simplement à cause de la solidarité qui existe entre les *establishments* officiels des pays de l'Est. Il est bien connu que notre ambassade protesterait immédiatement de façon virulente et que cela serait perçu comme un coup de poignard dans le dos par notre gouvernement. Donc les œuvres artistiques ne sont pas toujours interdites parce que les dirigeants locaux ont besoin qu'elles le soient, mais tout simplement parfois à cause de la solidarité mutuelle qui existe entre les différents gouvernements d'Europe de l'Est.

■ **Dans quelle mesure la Charte 77 est-elle capable de porter à la connaissance des signataires ou des citoyens tchécoslovaques des œuvres d'art indépendantes provenant d'autres pays socialistes ?**

- Dans une faible mesure encore. Il existe peu de gens qui traduisent systématiquement du polonais. D'autres matériaux traduits du polonais sont publiés en tchèque à l'Ouest et ensuite réintroduits en Tchécoslovaquie. Le groupe de Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie travaille de façon systématique, mais malgré ses efforts, ce qu'il fait est insuffisant. Cela est en relation directe avec les possibilités limitées de nos activités indépendantes et les conditions dans lesquelles nous travaillons.

■ **Certains des rédacteurs du samizdat hongrois Beszélo I ont récemment lancé un appel pour la libération des objecteurs de conscience et pour la création d'un service civil alternatif pour ceux qui, pour des raisons religieuses, morales ou politiques ne veulent pas apprendre à**

tuer (...) Quelle a été la réponse de la Charte 77 ?

- Ce sont là des thèmes brûlants en Hongrie, en Pologne et aussi en Tchécoslovaquie. Je suis certain que la Charte 77 apportera son soutien à cet appel car elle a déjà fait plusieurs déclarations sur ce sujet, l'an dernier et même avant. Le communiqué commun que nous avons écrit avec les Polonais lors de notre rencontre à la frontière, mentionne également ce problème comme étant l'un des plus urgents que nos sociétés ont en commun. Nous sommes tombés d'accord lors de cette réunion que désormais, nous allions coordonner nos activités et accorder une importance toute particulière à ce sujet. (*Peu de temps après cette interview, la Charte 77 reprenait à son compte cet Appel, ndlr*).

■ **Pensez-vous qu'il soit possible que ces rideaux de fer invisibles entre les différents pays de l'Est puissent être levés soit par des modifications dans la direction du Parti communiste tchécoslovaque, soit par les réformes de Gorbatchev ? Si ce n'est pas par ces voies là, quelles possibilités de modifications voyez-vous ?**

- Je pense qu'indépendamment de l'attitude que chacun adopte vis-à-vis du communisme et vis-à-vis de ce système en particulier, toute personne est à même de préférer un dirigeant modéré à un "dur". Aucun être raisonnable ne peut croire qu'il valait mieux vivre sous Staline que sous Gorbatchev. C'est la première chose. Dans ce sens, la politique de réforme de Gorbatchev, aussi ambiguë et aussi problématique soit-elle, vaut mieux que rien du tout. Mais en même temps, je pense que se reposer sur des changements dans les directions ou les politiques du parti au pouvoir serait une illusion à courte vue. Même dans des circonstances totalitaires, ce que les gens peuvent gagner pour eux-mêmes dépend en premier et avant tout de leurs propres efforts, de leur comportement, de ce pourquoi ils décident de lutter. Exercer une pression permanente d'en bas est, à mon sens, la plus importante chose à faire, et également la seule chose que les gens de tous les jours puissent faire. Attendre de ceux qui sont au pouvoir qu'ils fassent un geste de bonne volonté, n'est pas, encore à mon sens, une alternative viable. Nous devons constamment exiger de ceux qui sont au pouvoir. Nous devons exiger ce qui nous semble juste et nous devons exercer notre pression pour les obtenir. Nous ne devons compter que sur nous-mêmes. Je voudrais encore me référer à notre communiqué commun polono-tchécoslovaque, où nous disions que leurs efforts (des Polonais, ndlr) comme les nôtres étaient basés sur cette conviction fondamentale.

■ **Mais certains de ceux qui soutiennent la politique de réforme de Gorbatchev (ou ceux qui soutenaient Dubcek en 1968) pourraient objecter à cela**

*l'argument que faire pression d'en bas donne des arguments aux avocats du statu quo qui ne voient pas d'un très bon œil, un dictateur plus éclairé. Et il pourrait se produire un retour de bâton, une réaction contre les réformes et contre les intérêts des peuples. Que répondez-vous à cette objection ?*

- Je base mon action sur une philosophie humaine très simple : je dois dire ce que je pense. Je dois dire la vérité. Je dois me battre pour les choses que je pense être juste, indépendamment du fait que ce soit utilisé ou déformé par d'autres. Si je devais prendre cela en considération, je ne ferais jamais rien car quoique je fasse, vous trouverez toujours quelqu'un pour déformer.

■ **Voyez-vous le Cercle des amis de Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie comme l'expression d'intérêts communs partagés par les groupes indépendants en Pologne et en Tchécoslovaquie ? Ou le voyez-vous comme le noyau d'un développement potentiel qui pourrait amener à la participation de mouvements indépendants d'autres pays d'Europe centrale et de l'Est ?**

- Je ne peux naturellement pas prédire le futur. Si cette initiative se développe de la manière dont vous le dites, ce serait excellent et je le saluerais avec plaisir, mais il n'est pas encore possible de planifier la vie dans cette mesure. Jusqu'à présent, le Cercle des amis a travaillé comme un bouclier commun, une protection pour les gens du groupe de travail Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie. Les membres de ce groupe cultivent les contacts mutuels, mais pour des raisons pratiques et techniques, ils ne peuvent agir au grand jour. S'ils devaient être réprimés ou harcelés, le Cercle serait le premier à organiser des actes communs de solidarité. Cela ne signifie pas bien sûr, que dans le futur, le cercle n'aura pas d'autres rôles, de coordination et d'intégration des efforts en Pologne et en Tchécoslovaquie comme peut-être devenir un modèle pour des contacts internationaux plus large. Toutes ces possibilités sont ouvertes pour nous. (...)

Propos recueillis  
par Paul EDWARDS ;  
East European Reporter,  
avril 1988.



# Democrazia Proletaria, reflets d'un congrès

DEMOCRAZIA PROLETARIA (DP) a tenu son sixième congrès national du 5 au 8 mai, avec la participation de 548 délégués et de nombreux invités italiens et étrangers (1), exactement dix ans après sa fondation. Le congrès précédent - 1986 - s'était efforcé de mieux définir l'identité programmatique et politique de l'organisation. Le but du dernier congrès était de progresser sur ce terrain et d'élaborer un projet politique pour la phase actuelle de lutte du mouvement ouvrier.

## Livio MAITAN

LE TEXTE de la direction nationale, qui avait ouvert le débat, allait effectivement dans ce sens. Il réaffirmait la référence au marxisme et la nécessité d'une alternative anticapitaliste, l'opposition à la politique des partis traditionnels, la critique aux bureaucraties syndicales, le soutien aux tendances antibureaucratiques qui se manifestent à différents niveaux et aux initiatives d'auto-organisation dont celles des comités de base (COBAS). Il prenait ses distances avec les Verts italiens (2).

## Des éléments nouveaux

Il reprenait la caractérisation de l'URSS comme "formation historico-sociale spécifique, régie par un mode de production capitaliste d'Etat spécifique", tout en ajoutant qu'elle n'est pas "un pays capitaliste comme ceux de l'Occident", et soulignant l'importance du tournant que représente le cours - pourtant "inadéquat" - de Gorbatchev (3).

Enfin, et c'était l'élément de nouveauté, il avançait l'idée "d'un mouvement politique et social pour l'alternative". Ceux à qui s'adresserait cette initiative appartiendraient à "des aires politiques et sociales différentes" et seraient "structurés dans des formes très différentes". Il s'agirait de secteurs critiques du PCI ("pro-soviétiques" et "ingrains radicalisés"), "d'aires démocratiques et de gauche du monde catholique, de groupes engagés sur le terrain de la bataille pacifiste et de la solidarité avec le Tiers-monde" et "de forces de la nouvelle gauche comme le Mouvement politique pour l'alternative et la Ligue communiste révolutionnaire" (4).

Le débat préparatoire a été caractérisé par deux événements qui marqueront également le congrès, dans une large mesure. Le premier a été l'émergence d'un courant minoritaire au sein de la direction, représenté par les députés Edo Ronchi et Gianni Tamino, dont le point de

vue a été exprimé dans un document dit des 100, d'après le nombre de ses signataires. Ce document part d'un bilan critique de DP, "un parti qui ne reçoit pas d'apports importants de l'extérieur, qui a un échange très limité, qui accumule les retards dans une situation sociale et politique en changement rapide" et qui ne compte que "peu de cadres ouvriers et avec une présence significative encore plus limitée dans les entreprises". Selon les 100, DP ne saurait sortir de l'impasse où elle se trouve, plafonnant au-dessous de 2% des voix aux élections, qu'en se donnant le profil d'une force animatrice d'un "mouvement écolo-pacifiste non-violent". Elle devrait rejeter toute "centralité de la contradiction capital-travail" qui serait fondamentalement économiste et amènerait à ignorer ou à sous-estimer les autres contradictions, notamment celles entre hommes et femmes, entre hommes et nature, entre Nord et Sud qui devraient toutes être mises sur le même plan. Le Mouvement politique et social pour l'alternative tel que la majorité le propose, ne serait que l'un des innombrables slogans lancés à l'occasion d'un congrès, sans implications pratiques réelles. DP devrait, par contre, miser sur un "processus du type arc-en-ciel" en avançant un "pacte fédératif" basé sur

1) Parmi les invités italiens il y avait le PCI, le PSI qui pourtant n'a pas voulu parler, se considérant trop durement attaqué, les "ingrains radicalisés" (la gauche du courant Ingrao, vieux dirigeant du PCI), c'est-à-dire un groupe de militants du PCI qui, il y a quelques mois, avait envoyé un texte critique au CC de leur parti (lettre des 70, du nombre des signatures), un représentant des Verts et un de la Gauche Indépendante dont les membres ont été élus sur les listes du PCI, des représentants de nombreux mouvements et associations (homosexuels, magistrats démocratiques, coordination anti-mafia, locataires, etc.). Parmi les délégations internationales, la place d'honneur a été réservée à l'OLP dont le représentant a ouvert le congrès, à l'ANC d'Afrique du Sud et aux Sandinistes. Un représentant de Solidarité a envoyé un message d'Amsterdam. Etaient présents aussi des représentants des Verts allemands, des Rénovateurs et du PSU français, du Parti communiste de l'intérieur - gauche rénovatrice - de Grèce.

La LCR italienne avait envoyé une délégation et un camarade de son Bureau politique, Franco Turigliatto, a

l'axe DP-Verts mais ouvert à d'autres forces alternatives.

Le document rejette, par ailleurs, toute hypothèse de construction d'un nouveau parti communiste et remet en question, en dernière analyse, la "forme parti" en elle-même. Il se prononce tout à fait explicitement contre le centralisme démocratique qui, d'après ses auteurs aurait "produit historiquement beaucoup de centralisme et peu de démocratie", et il propose une nouvelle structuration des organismes de direction se basant sur trois axes : une assemblée nationale des délégués, élus par les fédérations provinciales et qui serait le "véritable organisme souverain du parti" après l'abolition de la "structure large élue par le congrès" (c'est-à-dire la direction nationale) ; un exécutif national, dont les membres seraient élus individuellement par le congrès sur la base de leurs fonctions et pourraient être révoqués par l'assemblée nationale des délégués ; un secrétariat national composé de trois coordinateurs nationaux, élus eux aussi directement par le congrès parmi les membres de l'exécutif.

## Les étranges batailles de Capanna

Le deuxième événement a été la bataille menée par l'ancien secrétaire Mario Capanna, qui avait démissionné au lendemain des élections de juin 1987 sans donner à l'époque une explication très claire de sa décision. Capanna, qui ne s'opposait pas au projet majoritaire et était très critique envers les écolopacifistes, avait pris à plusieurs reprises, sans consulter sa direction au préalable, quelques initiatives retentissantes, dont une grève de la faim de solidarité avec les Palestiniens au mois de janvier. Au fur et à mesure que le congrès se rapprochait, il multipliait les interviews à la grande presse sans ménager ses critiques qu'il devait par la suite exprimer dans un bulletin intérieur et à l'occasion des congrès provinciaux à Rome et à Milan. Il expliquait d'abord qu'il avait déjà voulu démissionner avant, pour dénoncer par un geste spectaculaire, le piétinement de son organisation qui n'a pas appliqué de façon conséquente les décisions du

pris la parole. Une contribution au débat préparatoire d'une camarade du Bureau politique de la LCR, Elettra Dejana, a été publiée dans le bulletin intérieur de DP. L'auteur de cet article était invité au congrès comme membre du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.

2) Le député européen de DP fait partie du groupe auquel participent les Verts allemands. D'après un bulletin intérieur, le bilan de cette collaboration n'est pas considéré comme très positif.

3) Le projet explique que "la meilleure tentative d'analyse" de la société soviétique serait celle de Charles Bettelheim. Il oublie de préciser laquelle des nombreuses et contradictoires analyses de Bettelheim devrait être retenue.

4) Le Mouvement politique pour l'alternative est un groupe très petit qui rassemble d'anciens membres du PDUP qui n'ont pas voulu entrer au PCI. La référence au MPA, de même qu'à la LCR était maintenue dans le rapport au congrès alors que la résolution finale ne mentionne que la LCR. Nous ne savons pas s'il s'agit d'un choix délibéré ou d'une erreur matérielle.

congrès de 1986 et s'est avérée incapable de "produire des propositions et des initiatives dynamiques". Il n'est pas opposé au mouvement politique et social pour l'alternative mais attire l'attention sur le danger de le concevoir comme "un assemblage de fragments de réalités sociales et politiques avec le présupposé que le parti n'est qu'un sujet parmi les sujets." Il ne fallait pas, d'après lui, opposer au parti l'exaltation des "mouvements" et oublier "une leçon de l'Histoire qui indique que les mouvements à eux seuls n'ont jamais réussi à produire des changements révolutionnaires." Cette mise en garde était, dans le contexte donné, tout à fait pertinente. Mais ce n'est pas sur cela que Capanna a mené sa campagne. Il a préféré faire du tapage sur des questions politico-organisationnelles - en premier lieu sur un choix électoral voulu par la direction au détriment, à son avis, du rayonnement de DP



'de lutte', mais qui soit capable de marcher du pas de la longue marche, de regarder avec un œil de longue durée, d'une conception du monde." Ce qui implique qu'il faut repousser toute impatience, et tout raccourci qui risquerait d'"appauvrir le projet". En se référant aux interlocuteurs, il a analysé, dans son rapport, plus amplement que dans le projet initial, les courants critiques du PCI. On peut partager le jugement selon lequel les divergences avec la tendance prosoviétique sont, en dernière analyse, plus graves en ce qui concerne la conception de la démocratie socialiste que sur l'appréciation de la nature de l'URSS. Mais le bilan qu'il a dressé de la gauche "ingrainienne" nous paraît peu rigoureux. Contrairement à ce qu'il prétend, celle-ci ne s'est jamais différenciée substantiellement des conceptions de Togliatti.

Sur l'analyse de la situation en Italie, le rapporteur a expliqué que le cycle ouvert par 1968-1969, le "mai rampant" italien avait connu une première phase de montée pendant une décennie environ et ensuite une deuxième phase de "repli et de stagnation" plus ou moins de la même durée. Aujourd'hui, une troisième phase vient de s'esquisser : la période de stagnation est en train d'être dépassée. Toutefois, ajoute-t-il, "les rapports de forces politiques et sociaux" restent "très défavorables à la gauche et aux travailleurs" et il faut se fixer des perspectives à long terme. Le rapporteur a relancé la proposition d'une grande manifestation nationale pour la sortie de l'Italie de l'OTAN à l'occasion du 40e anniversaire de la signature du pacte Atlantique (1949). Une deuxième proposition avait été avancée dans le projet et a été reprise dans la résolution finale : une grève pour les 35 heures devrait être organisée à l'échelle européenne à l'occasion d'un autre anniversaire, celui de la grève internationale de 1890 pour la réduction du temps de travail. Finalement, DP est

pour le droit de vote aux travailleurs immigrés, mais la résolution finale ne mentionne que les élections locales et les élections européennes.

### Un débat révélateur

Le débat a fait émerger assez clairement les différentes composantes et sensibilités de DP. Nous ne reviendrons pas sur le courant écolo-pacifiste qui a repris les thèmes de son texte en évitant les tons trop polémiques. Il est probable que ses représentants n'ont pas voulu un affrontement dans un rapport de forces qui leur était défavorable (il n'y avait qu'une trentaine de délégués élus sur leur document), alors qu'ils pouvaient exercer une forte pression sur la majorité en infléchissant ses positions. Nous ne reviendrons pas non plus sur le rôle de Capanna qui n'est intervenu que le dernier jour, avec un profil assez bas, et

n'a pu compter que sur très peu d'interventions abondant dans son sens (dont le sénateur Guido Pollice et, partiellement, le responsable international Luciano Neri). Mais une troisième sensibilité s'est exprimée au congrès en avançant des positions qualifiées par certains "d'ouvriéristes". Elle a été essentiellement représentée par des dirigeants de la fédération de Milan qui reste, de loin, la plus forte. Le secrétaire de cette fédération, Barzaghi a critiqué, beaucoup plus durement et systématiquement que le rapporteur, les thèses des écolo-pacifistes, en rejetant toute perspective d'alternative arc-en-ciel et tout raccourci du même acabit, et en réaffirmant la centralité de la lutte prolétarienne (qui ne saurait être exclusivement identifiée avec la lutte des ouvriers industriels). Selon Barzaghi, il y aurait au sein de DP une fracture entre les proclamations générales et son intervention au niveau social et, il serait dorénavant nécessaire de mettre davantage l'accent sur l'activité de masse par rapport aux campagnes nationales. Jusqu'ici,

5) Aux élections de juin 1987 Capanna avait été élu député aussi bien à Palerme qu'à Milan. Il aurait voulu opter pour Milan en permettant ainsi à un représentant de la fédération de Palerme d'entrer au Parlement. La direction a décidé, sur la base d'un accord précédent, qu'il opte pour Palerme en laissant ainsi une place à l'un des dirigeants milanais, Luigi Cipriani.

6) Par exemple, Capanna a organisé une réunion avec la presse pour présenter son livre sur 1968 le soir même où était prévue une table ronde avec un certain nombre d'invités étrangers avec le résultat que la table ronde n'a eu que très peu de spectateurs.

7) Le rapporteur a souligné, entre autres, la "croissance rapide, même dans sa forme la plus classique, du prolétariat" à l'échelle mondiale.

8) Il faut préciser que d'après Russo Spena l'expérience nicaraguayenne aurait prouvé que Rosa Luxemburg avait raison contre les bolchéviques, ce qui mériterait au moins quelques explications. Dans le projet on lit, par ailleurs, que le Nicaragua "est pour nous la tentative jusqu'ici la plus avancée de réalisation d'une société non-violente qui lutte contre l'impérialisme". Malheureusement, aussi bien pour se libérer de la dictature somoziste que pour riposter aux Contras et aux impérialistes, les Sandinistes n'ont eu d'autre choix que d'avoir recours aux armes.

### Le rapport du secrétaire général

Le rapport, au congrès, du secrétaire Russo Spena a repris fondamentalement les thèmes du projet majoritaire, parfois sous une forme plus systématique et rigoureuse. La validité du marxisme, notamment dans sa critique et son rejet de la société capitaliste y était réaffirmée. En même temps, la thèse du prétendu dépérissement du prolétariat a été réfutée et, en opposition aux écolo-pacifistes, l'idée de la centralité de la contradiction capital-travail a été maintenue (7). DP n'a pas de "modèle" de société socialiste existante, mais le rapport comme le projet et un certain nombre d'interventions ont exalté la révolution au Nicaragua et les idées des Sandinistes sur la transition au socialisme et l'institutionnalisation de la démocratie socialiste (8). Quant au mouvement pour l'alternative il a été reformulé : "Notre proposition d'alternative de gauche est essentiellement, aujourd'hui, un parcours social qui combine les valeurs de la transformation avec la construction de mouvements de masse et d'auto-organisation ; nous voulons devenir de plus en plus un parti 'social',

la classe ouvrière n'a pas enregistré, selon Barzaghi, de défaites majeures et il y a une tendance à l'éclatement de nouveaux conflits sociaux, même s'il faut dire que nous sommes encore dans une phase défensive. Dans ce contexte, DP doit être consciente de représenter une petite force luttant contre le courant et faire un très grand effort pour devenir un parti différent de ce qu'elle a été jusqu'ici. Un autre dirigeant milanais, Luigi Cipriani, a repris cette problématique : il faut être convaincu qu'il y aura d'autres crises révolutionnaires et qu'il est nécessaire de s'y préparer alors que DP serait actuellement tout à fait incapable de faire face à une telle échéance. Elle doit, dans ce but, récupérer d'abord l'acquis théorique du marxisme qui est contesté dans ses propres rangs. Des positions allant dans le même sens ont été défendues dans des formes plus dures, par exemple, par un délégué de Bologne et par un cheminot de la région de Venise.

Certains délégués (par exemple de Rome), ont donné une tonalité plus "mouvementiste" au projet majoritaire, alors que d'autres, tout en soutenant eux aussi le projet de la direction sortante et le rapport, ont exprimé une sensibilité au fond intermédiaire entre les majoritaires et les écolo-pacifistes. Ainsi, Michele Nardelli, responsable national à l'organisation provenant de la région de Trente, s'est prononcé pour la construction d'un parti *culturellement pacifiste et non-violent* et a rejeté toute idée de centralisme démocratique. Tonelli, représentant de la même région, a expliqué qu'il fallait construire un parti *"de recherche et non de combat, ayant une image douce, une image de bonté telle qu'elle est personnifiée par le secrétaire Russo Spina"*. Le texte adopté par le congrès de la fédération de Trente est encore plus significatif. On y lit, entre autres, que *"travailler pour une perspective de libération et de démocratie signifie voler plus haut que les horizons historiques de la gauche, en conjuguant les valeurs élevées de cultures politiques et de pratiques politiques qui sont également différentes de celles du marxisme (...) Contre le violentisme (sic), la coercition, la culture de la force*

*implicite dans la réalisation de ce qu'on appelle "dictature prolétarienne" et dont la culture communiste est en grande partie imprégnée, nous devons opposer consensus et hégémonie en tant que facteurs essentiels du processus de transformation. Notre lutte pour la transformation est une lutte non pour le pouvoir, mais pour la conquête de la majorité à des valeurs d'égalitarisme, de solidarité, de liberté comme bonheur de l'homme (...) Chaque peuple est souverain en ce qui concerne les formes de sa libération, mais l'exaltation des formes violentes coïncide avec des conceptions politiques et morales militaristes et des projets de société ou le rôle essentiel appartient aux appareils de coercition"*.

### Débat statutaire et conceptions organisationnelles

La discussion sur le nouveau projet de statuts, qui s'est prolongée pendant toute une nuit avec d'innombrables votes a mis au grand jour d'autres différenciations importantes. La grande presse italienne a surtout fait état de la limitation des mandats parlementaires (pas plus de deux consécutifs), ce qui, après tout, apparaît assez raisonnable d'autant plus que l'Assemblée nationale des délégués aura le droit d'accorder exceptionnellement des dérogations (à la majorité des deux tiers). Mais d'autres décisions ont été beaucoup plus intéressantes.

Le rapporteur de la commission chargée d'examiner la masse considérable d'amendements adoptés dans les assemblées locales, a synthétisé l'esprit des statuts par l'affirmation qu'ils étaient tout à fait différent de ceux du *"type Troisième Internationale"*. Comme d'habitude chez DP aussi, la référence à la Troisième Internationale est sommaire : elle escamote - car il est difficile de croire qu'il s'agit là de simple ignorance - la différence entre la phase léniniste et révolutionnaire, et celle de la bureaucratization stalinienne. Ceci dit, voilà les traits essentiels des statuts adoptés :

- L'accent est mis sur l'anti-centralisme et le fédéralisme (9) ;
- L'engagement financier des mili-

tants n'est énoncé que formellement et dans des termes assez vagues (un amendement proposant que la participation aux décisions soit subordonnée au paiement des cotisations a été rejeté) ;

c) Le système de direction prévoit en même temps une direction nationale élue par le congrès et une assemblée nationale permanente des délégués, composées des membres de la direction nationale et des délégués élus au niveau provincial et siégeant deux fois par an ;

d) Les fractions et les tendances sont interdites (le projet n'interdisait explicitement que les fractions, mais le congrès a voté le maintien des normes précédentes selon lesquelles *"l'organisation de composantes à l'intérieur du parti est interdite"*, le seul droit reconnu étant celui de consultation et coordination avant les congrès).

Au début du congrès la proposition avait été faite de donner un temps de parole spécial à un représentant du document des 100, mais cette proposition a été repoussée alors que le rapporteur avait parlé pendant plus de trois heures. L'article prévoit *"qu'en cas de motions politiques alternatives et de listes opposées, le critère de la proportionnalité soit respecté"* (cette fois il n'y a eu qu'une seule liste avec 100 noms parmi lesquels 60 devaient être élus).

e) Les membres de la direction nationale sortante sont délégués de droit : ils peuvent non seulement parler, mais aussi voter. Si l'on considère qu'au sixième congrès ces délégués étaient 63 sur un total de 548 et que de nombreux votes ont été tranchés de justesse, on voit bien quelles sont les implications pratiques d'un tel système.

Finalement, si d'un côté une majorité de délégués a réussi à faire introduire dans le préambule une référence à la société communiste et à la rupture du pouvoir bourgeois, de l'autre le même préambule contient des références à une conception *"non violente"* et *"pacifiste"*. La multiplicité des composantes de DP s'est aussi révélée par ce biais.

Quelques mots sur la participation des femmes. Les interventions des camarades femmes ont été peu nombreuses - environ 10% du total - et le plus souvent limitée à la problématique féministe. Le leit motiv en était la valorisation de la différence sexuelle aussi bien dans les luttes actuelles que dans la perspective d'une société nouvelle. Mais sept femmes ont fait circuler un texte qui, tout en réaffirmant que la *"différence sexuée doit rester le point de départ des différentes théories du féminin"*, rejette *"l'hypothèse qui amène à la construction de deux modèles sexués séparés"*. En ce qui concerne l'épineuse question des quotas, la solution finalement adoptée a été celle d'une représentation des femmes dans les congrès et dans les organes de direction

9) Les organisations de certaines régions - Frioul, région de Trente, Tyrol du Sud, Sardaigne - ont un statut spécial : elles sont considérées comme des "partis fédérés".



en proportion du nombre de femmes dans l'organisation avec 5% en plus à titre de discrimination positive. Au cas où il n'y aurait pas la possibilité de remplir ce quota, les places non occupées par les femmes resteraient vides, révélant ainsi une faiblesse de l'organisation et un problème à résoudre. En fait, alors que les militantes représentent 22,4% du parti, les délégués au sixième congrès étaient 24,1% et 19 femmes ont été élues dans la nouvelle direction de 60 membres, donc plus du quota.

## Recomposition précaire

La partie finale du congrès a été, pour tous ceux qui y ont participé, la plus déconcertante. Sur proposition de sa commission politique, le congrès avait déjà décidé de mettre de côté le projet de la direction sortante et de soumettre au vote une nouvelle résolution. Cette résolution, rédigée par la commission politique, a été présentée aux délégués la nuit précédant la clôture. Le but de l'opération était de faire passer un texte qui puisse être accepté par toutes les composantes différentes ou, du moins, par les plus importantes d'entre elles.

L'opération avait été préparée par l'intervention d'un conseiller régional, membre de la direction sortante, Emilio Molinari, qui tout en appartenant à la fédération de Milan, n'était absolument pas sur la même longueur d'onde que les autres délégués de cette fédération. En intervenant dans le débat écrit, il avait déjà exprimé une position de conciliation qu'il a relancée au congrès avec un style assez démagogique, misant sur les réactions émotionnelles de l'assistance (10). Les conclusions du secrétaire Russo Spina sont allées dans le même sens, en estampant les thèmes du rapport introductif et en prônant explicitement la "recomposition, fut-elle précaire".

En fait, la résolution - adoptée par une très large majorité (11) - annonce la couleur dès son introduction. Elle explique que "le congrès assume (sic) le rapport positif du secrétaire qui, sur la base du document pour le congrès, de celui des 100, d'autres contributions critiques, des matériaux politiques élaborés par les congrès provinciaux, a permis un débat efficace, franc, ouvert, et qui fait avancer l'élaboration du parti". Qui plus est, elle fait des concessions importantes aux 100, par exemple en mettant une sourdine au caractère central de la contradiction entre capital et travail et en caractérisant DP comme un "parti social et de recherche", "culturellement pacifiste, désirable, où les diverses richesses peuvent s'exprimer à tous les niveaux".

La volonté de conciliation du groupe dirigeant est apparue encore plus clairement lorsque des délégués ont proposé de remplacer dans l'introduction que nous avons citée, le mot "assume" par le mot "approuve". Le rapporteur lui-même se prononçait contre cette proposition, c'est-à-dire contre l'approbation de son propre rapport ! Finalement, le change-

ment a été accepté après des votes controversés et d'extrême justesse (12).

L'élection de la direction nationale ne pouvait que refléter les différenciations et les conflits. Les principaux artisans de la tentative finale de recomposition, Russo Spina et Molinari, ont eu la quasi-totalité des voix. Mais à peu près 200 délégués sur un total de 489 voix exprimées n'ont pas voté pour Capanna, les représentants de l'aile "ouvriériste" milanaise ont eu des scores encore plus modestes et les écolo-pacifistes n'ont obtenu que deux sièges.

En fait, le congrès s'est conclu dans une atmosphère morose avec des récriminations réciproques et des commentaires désabusés (13). Des difficultés majeures ont surgi dès le lendemain, jour de l'élection du secrétariat national. Aucune solution n'a été trouvée pour l'instant et l'élection a été remise d'un mois. Le secrétaire n'a pas été élu non plus, même s'il est presque sûr que Russo Spina sera confirmé dans ses fonctions.

## Les antinomies de DP

Depuis sa naissance, DP a été marquée par des antinomies multiples, qui ont débouché sur la formation de courants, sensibilités et groupes de pression. Les choix qu'elle devait et qu'elle doit faire concernent incontestablement des problèmes majeurs :

- Faut-il construire un véritable parti ou faut-il miser sur la convergence - la fédération - de différents mouvements de masse ?

- Les conceptions fondamentales du marxisme restent-elles valables ou faut-il les combiner avec d'autres conceptions (pacifistes, non violentes, écologistes, etc.), voire les abandonner ?

- La contradiction entre capital et travail, entre capitalistes et salariés, reste-t-elle au centre de la société actuelle ou doit-elle être mise sur le même plan que des contradictions "nouvelles" ?

- Le mouvement ouvrier doit-il continuer à se poser le problème du pouvoir dans la perspective d'un saut qualitatif révolutionnaire, de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et de son remplacement *ex novo* par une démocratie socialiste qualitativement supérieure ou est-il possible de concevoir une transformation sociale graduelle ?

- Dans une société nouvelle faut-il opter pour une planification démocratiquement centralisée ou pour "un développement économique autocentré" ?

De notre synthèse des travaux du congrès il devrait ressortir que les réponses que les dirigeants et les militants de DP donnent à ces questions sont diverses, voire opposées. Ajoutons que, même lorsqu'un consensus semble exister, les interprétations ne sont pas du tout les mêmes.

Deux exemples sont particulièrement significatifs à ce propos. Le premier concerne la question du pouvoir. Comme nous l'avons dit, le préambule des statuts - voté à une très grande majorité - est as-

sez éclectique et laisse donc la porte ouverte aussi bien à l'interprétation de ceux qui maintiennent la conception marxiste de l'Etat et de la révolution, qu'à l'interprétation gradualiste-réformiste des non-violents et des écolo-pacifistes. Le projet de la direction sortante parlait de "rupture de l'Etat comme complexe centralisé et totalisant d'appareils bureaucratiques, militaires et idéologiques", mais il introduisait en même temps l'idée de la construction, dès maintenant, "d'un contre-pouvoir alternatif aux compatibilités capitalistes comme nouvelle conscience de soi et de ses propres besoins". Le rapport ne clarifiait pas davantage la question. Plus généralement, il est d'ailleurs significatif qu'alors que DP se réclame souvent du marxisme, elle n'a pas, dans ses textes, de références à Lénine et au léninisme.

Le deuxième exemple concerne un thème central de tous les textes programmatiques de DP, c'est-à-dire ce développement économique autocentré, qui impliquerait, pour reprendre les mots du rapport de Russo Spina, "une réappropriation des buts et des modalités de la production par la décentralisation et la déverticalisation de l'économie territoriale à tous les niveaux, en propulsant au maximum l'autosuffisance locale". Nous parions qu'il n'y a pas deux militants de DP qui expliquent de la même façon ce concept. En fait, y compris au congrès, il y a eu toute une gamme de positions allant d'une idée assez vague d'une "économie coopérative, c'est-à-dire socialisée et démocratiquement gérée et agissant tendanciellement à l'échelle mondiale" (projet de la direction) et d'une option de décentralisation poussée à l'extrême, sous-estimant les besoins de centralisation inhérent à toute planification, à des conceptions gradualistes de construction progressive d'une économie alternative et même à des conceptions ouvertement réformistes misant sur l'organisation de coopératives, d'associations volontaires, etc., et se reliant aux traditions - aux meilleures traditions - du vieux socialisme réformiste (14).

10) L'intervention de Molinari contient des remarques qu'on peut partager, par exemple la remise en question de l'interprétation du "marxisme" de l'extrême-gauche des années 70. Malheureusement les conclusions qu'il en tire vont dans la mauvaise direction. De même, il a raison de critiquer des formules telles que "DP est le parti des COBAS", mais on ne peut pas le suivre lorsqu'il fait aux COBAS des critiques qui se rapprochent de celles du PCI, comme il l'a confirmé lui-même en se déclarant d'accord à ce propos avec ce qu'avait dit au congrès le représentant de ce parti.

11) Un groupe de délégués de Brescia, Bergame, Bologne et Milan s'est prononcé contre.

12) D'après la presse, l'amendement a été accepté par 193 voix pour, 191 contre et 11 abstentions. Selon d'autres versions la différence serait plus importante. Nous avons dû quitter le congrès quelques heures avant la fin et nous ne disposons pas encore d'un compte-rendu officiel. Nous prions nos lecteurs d'excuser toute imprécision ou erreur éventuelle.

13) Par exemple, d'après certains journaux, le responsable du groupe parlementaire de DP, Franco Russo, aurait déclaré : "Le problème de DP c'est qu'elle n'est pas capable de choisir".

14) Quelques délégués ont fait eux-mêmes ce parallèle.



Il y a, finalement, une autre approche révélatrice des conceptions qui circulent au sein et autour de DP. Du fait que DP a des racines dans des mouvements réels, elle ne saurait minimiser l'importance des objectifs immédiats. Mais, en même temps, ses militants sont conscients des problèmes fondamentaux qui se posent - souvent sous des formes dramatiques - dans les sociétés actuelles. Ainsi, ils sont poussés à des opérations de télécopage qui rappellent, par exemple, celles du courant *Il Manifesto*, qui, à l'époque de sa fondation, mettait l'accent sur "l'actualité du communisme". Ils alternent et ils combinent des projets pour l'immédiat et des projets finalistes. Pour combler ce hiatus - qu'ils s'en rendent compte ou pas - ils aboutissent à des conceptions gradualistes. Ils y sont d'autant plus amenés qu'ils n'utilisent pas du tout le concept marxiste-révolutionnaire de revendications transitoires.

Le tableau bigarré qu'a été le congrès de DP, reflète évidemment la réalité de cette organisation, mais il reflète aussi une réalité plus générale.

Il reflète la réalité d'une organisation qui est née de la convergence d'anciens dirigeants et cadres de formations d'extrême-gauche des années 70, mais dont l'écrasante majorité des militants ne provient plus de ces formations. Donc, les expériences politiques précédentes ne sont pas les mêmes pour tout le monde. En second lieu, DP a une composante ouvrière importante et diversifiée, allant de militants qui ont vécu l'histoire d'une citadelle ouvrière comme Alfa Romeo à Milan, à des militants qui jouent un rôle dans les luttes actuelles à l'aéroport de Rome - mais, en même temps, elle regroupe des militants, encore plus nombreux, qui proviennent de différents mouvements de masse. Elle est marquée, par ailleurs, par la présence d'une forte composante d'origine catholique. Celle-ci peut donner des apports d'expérience politique et culturelle enrichissants pour des marxistes et transmettre une inspiration morale précieuse de renouvellement du

mouvement ouvrier. Mais elle charrie en même temps des conceptions idéalistes ou idéalisantes qui ne facilitent pas la définition d'une stratégie et d'un programme révolutionnaire.

Les statistiques sur les tranches d'âge des membres, communiquées au congrès, aident à comprendre une autre dimension des problèmes de DP. Presque 60% de ces membres ont moins de 35 ans. Cela signifie qu'ils n'ont pas connu la période de 1968-1969 et qu'ils se sont formés surtout dans une période de difficultés croissantes, de repli et de désarroi idéologique du mouvement ouvrier, à la fin des années 70 et au cours des années 80. Ils ne peuvent pas avoir la même mémoire, les mêmes approches et les mêmes réflexes que ceux qui sont nés à la vie politique pendant la grande montée (en gros, moins de 30% du total, mais une grande majorité du groupe dirigeant). L'état d'esprit de ces derniers mérite, d'ailleurs, d'être souligné. Entraînés pendant toute une période dans des luttes constantes et souvent victorieuses, ils ont eu beaucoup de mal à s'adapter à la nouvelle phase après le tournant de la crise économique de 1974-75 et encore plus au recul des années suivantes. Ils ont vécu cette nouvelle expérience comme très difficile : ils avaient le sentiment de nager contre le courant alors qu'apparavant il leur semblait exprimer au mieux "l'esprit du temps". C'est pourquoi ils parlent souvent de "traversée du désert" et "d'années terribles" ; ce qui apparaît quand même exagéré si l'on pense qu'après tout en Italie, les luttes n'ont jamais cessé, des batailles politiques et culturelles ont toujours été menées sur une grande échelle et la répression policière n'a frappé, le plus souvent, que les adeptes des Brigades Rouges et d'autres formations militaristes ; et ce qui ne peut que faire sourire les militants d'autres époques et d'autres pays qui ont subi des épreuves autrement dramatiques. Mais cela exprime un certain pessimisme sous-jacent et une usure que l'âge seul ne justifierait aucunement (15).

Nous avons dit que le congrès qui vient de se conclure reflète aussi une réalité plus générale. En effet, d'autres secteurs de la gauche révolutionnaire, notamment en Europe, se heurtent à des difficultés de même nature. Dans une situation où le mouvement ouvrier, malgré les échecs qu'il a subis et son affaiblissement structurel, est loin d'être écrasé, et où, au contraire, il a déclenché de grandes luttes dans la plupart des pays au cours des dernières années ; où de grands mouvements de masse - étudiants, anti-guerre, écologistes, etc., se sont développés ; où les bureaucraties des partis majoritaires et des syndicats sont la cible de critiques de plus en plus dures et généralisées et sont parfois débordées à une échelle de masse, où les directions bourgeoises connaissent des crises répétées et n'ont pas réussi à imposer une véritable restauration, le fait que la gauche révolutionnaire piétine sur place après avoir reculé et ne réussisse pas à apparaître comme une alternative politique crédible engendre inévitablement des doutes, des incertitudes, des sentiments de désarroi, qui poussent à chercher une issue dans deux directions opposées, l'une et l'autre erronée, c'est-à-dire soit "l'élargissement" par des opérations hasardeuses et le plus souvent fausement concrètes, soit le repli dans ses propres bastions dûment bétonnés.

La conscience que les problèmes qui tourmentent DP, concernent d'autres révolutions, permet d'éviter toute attitude prétentieuse à son égard. Mais cela n'empêche pas d'affirmer nettement que ce n'est pas dans la direction esquissée par le congrès qui vient de se terminer que pourront commencer à être surmontées toutes les difficultés actuelles, ni résolu les problèmes majeurs auxquels il faut faire face. ■

14 mai 1988

15) Russo Spina qui a souvent utilisé de telles expressions, n'a que 42 ans.

# Berlin 68

**NOUS PUBLIONS un extrait du livre de Tariq Ali *Street Fighting Years* (1), qui retrace son itinéraire de jeune révolté, né au Pakistan, puis militant révolutionnaire, membre de la IVe Internationale, en Grande-Bretagne, sur les événements qu'il a vécus dans les années 60.**

**Dans son chapitre sur l'année 1968, il décrit les préparatifs de la grande manifestation de la jeunesse contre la guerre du Vietnam, qui devait rassembler, à Berlin, des milliers de jeunes.**

## Tariq ALI

**E**N GRANDE-BRETAGNE nous avons décidé de former une organisation appelée Campagne solidarité Vietnam (VSC). L'état-major de la Campagne solidarité Vietnam avait été invité à envoyer un représentant pour s'adresser au Congrès sur la guerre du Vietnam, qui devait se tenir à Berlin-Ouest, et qui était organisé par la Jeunesse socialiste allemande, la SDS. Il fut décidé que j'irai comme orateur et que je prendrai contact avec les représentants des mouvements du même type que la VSC des autres pays d'Europe.

Le mouvement anti-guerre grandissait dans le monde entier. Des personnalités connues du Parti démocrate des Etats-Unis commençaient à être extrêmement préoccupées. Alors que le Président Johnson et son gouvernement poursuivaient l'escalade, un candidat partisan de la paix, le Sénateur Eugene McCarthy, s'était déclaré pour un gouvernement de coalition à Saïgon, incluant le Front national de libération (FNL), ce qui aurait entraîné l'effondrement immédiat de la stratégie américaine en Indochine. D'autres sénateurs, tels que Wayne Morse et Fulbright en particulier, commençaient à étaler publiquement leurs appréhensions. Morse déclara que cette guerre était "illégal, immorale, une intervention militaire totalement injustifiée". Fulbright fut plus mesuré, mais utilisa son autorité de président de la puissante Commission sénatoriale des Affaires étrangères pour contester la version officielle de ce qui était en train de se passer au Sud-Vietnam.

Berlin-Ouest était la capitale de la guerre froide. Quelques années auparavant,

la tenue dans cette ville, d'un Congrès pour le Vietnam aurait été impensable. Néanmoins, les événements de 1967 avaient modifié certaines attitudes. L'écrasante majorité de la population était toujours fortement pro-américaine, mais une fraction grandissante de la population étudiante avait rompu avec l'idéologie dominante. En 1967, une manifestation avait été organisée par la SDS de Berlin-Ouest contre une visite du Shah d'Iran, à la tête d'un régime de tortionnaires qui reposait sur une police secrète, la SAVAK, dont les chefs se vantaient de constituer le réseau de répression le plus efficace depuis la disparition de la Gestapo.

## L'opposition à la guerre

La police avait reçu ordre de vider les rues et la radio de la police diffusait un message selon lequel "deux policiers avaient été agressés par des étudiants". C'était un mensonge qui conduisait inévitablement à la violence. Un membre de la SDS, Benne Ohnesborg, reçut des coups terribles et tomba, à demi-inconscient, sur la chaussée. Alors qu'il gisait là, un autre policier arriva et le tua en lui tirant dessus. Le maire de Berlin-Ouest, un certain Monsieur Alberts, fut très profondément choqué par l'événement et le fut encore davantage à l'écoute du faux message radio. Il fit connaître publiquement son désaccord, ce qui était un suicide politique. On le remplaça par un social-démocrate insipide du nom de Schutz, mais tout le monde à Berlin savait que le pouvoir sur la ville était, en fait, aux mains du Sénateur chargé de l'Intérieur, Neubauer, que la SDS accusait d'être un "national-socialiste". D'un autoritarisme outrancier, il se situait à l'extrême-droite du Parti social-démocrate allemand. C'est tout cela que j'ai appris en arrivant à Berlin, en ce mois de février, pour parler au Congrès.

Je me dirigeai directement vers le Club républicain où je rencontrai les dirigeants berlinois de la SDS qui m'informèrent de la situation locale. L'administration social-démocrate de Schutz-Neubauer avait interdit la manifestation prévue en utilisant l'argument de la me-



nace contre l'ordre public. Le plan était de marcher sur le secteur d'occupation américain et de manifester notre opposition à la guerre. En réponse, Schutz avait déclaré que sa police "nettoierait les rues d'un balai d'acier". La tension était à son comble dans l'attente de la décision à prendre par l'état-major de la SDS. Allaient-ils défier l'interdiction ou non ? S'ils le faisaient, il n'y avait aucun doute que ce serait une affaire violente et sanglante. Les étudiants étaient en colère. La blessure causée par le meurtre d'Ohnesborg était toujours ouverte et beaucoup parlaient de vengeance. Pour ma part, je n'avais pas réalisé qu'une manifestation avait été projetée, et encore moins, qu'elle pourrait être interdite.

## L'interdiction

Tandis que j'écoutais le débat, qui m'était traduit, en simultané, par Elsa (elle était pour passer outre à l'interdiction et n'était donc guère encline à me traduire les positions adverses de façon enthousiaste. Ils s'en aperçurent et lui adjoignirent une autre personne, partisan de leur point de vue), les dirigeants de la SDS entrèrent et se présentèrent. Ils étaient trois, Rudi Dutschke, qui avait quitté Berlin-Est et étudiait la théologie ; Gaston Salvatori, neveu du chilien Salvador Allende, étudiant à Berlin ; et Karl Dietrich Wolf de Francfort. Ils me prirent à part, dans une pièce à côté, pour m'expliquer le sérieux de la situation. Un débat souterrain, que j'ignorais, s'ouvrit alors. Fallait-il faire appel aux tribunaux de Berlin-Ouest pour

1) "Années de combats de rue", d'après le titre d'une chanson de Mick Jagger de l'été 1968 : "Street Fighting Man", (Le combattant des rues).

faire supprimer l'interdiction ou bien cela serait-il considéré comme une capitulation devant les institutions mêmes qu'il s'agissait de renverser ? J'avais déjà refusé auparavant d'être entraîné dans cette discussion sur l'interdiction, déclarant que, pour moi, c'était une question purement tactique qui ne pourrait être tranchée que par le Congrès lui-même. Il n'y eut pas de débat là-dessus, mais on me demanda qu'elle serait ma proposition. J'expliquai gentiment que je ne dirai rien, étant donné mon ignorance de beaucoup d'éléments concernant la situation à Berlin-Ouest et que telle serait aussi, sans doute, la position de la plupart de ceux qui venaient de l'extérieur.

### La SDS, force montante

En ce qui concerne l'appel aux tribunaux, je n'avais cependant pas de doutes. Un avocat sympathisant devait être mis au courant et un procès en justice intenté contre l'administration locale. Ils échangèrent des regards et des sourires. Dutschke se déclara tout à fait d'accord avec moi. Les autres ne dirent rien.

Le lendemain à l'ouverture du Congrès, il fut annoncé qu'il serait fait appel contre la décision du Maire. Il y eut à peine un murmure de protestation dans l'assistance, extrêmement nombreuse, à ma joie et à ma surprise. Il y avait des milliers et des milliers d'étudiants à l'intérieur et à l'extérieur de l'Université libre de Berlin, où nous étions en session. Une nouvelle crise éclata au sein du conseil municipal.

Neubauer avait dit au chef de la police : "Ça ne fait rien s'il y a quelques morts, il faut faire saigner un millier de têtes". Le chef de la police refusa ces ordres et démissionna. Son suppléant, un autre social-démocrate de droite, le remplaça et déclara qu'il "les frapperait si durement qu'ils courraient tout d'une traite jusqu'à Moscou". C'est avec ces méthodes que la social-démocratie allemande s'appretait à défendre la liberté et la démocratie.

La naissance de la SDS a marqué un tournant dans l'histoire de l'Allemagne. Traditionnellement, les étudiants soutenaient la droite et les deux principaux partis politiques de l'Allemagne d'après-guerre, dont les dirigeants avaient été choisis par les Etats-Unis, n'en étaient pas mécontents. La génération née durant la guerre ou juste après, était, cependant très différente de celle d'avant. Il n'y a pas eu de véritables purges des fascistes après la guerre. Le nouvel ennemi était déjà visible et les vieilles inimitiés devaient être surmontées.

L'Allemagne des années 50 avait été, apparemment, approbatrice et passive. Mais le souvenir de la guerre ne pouvait pas si facilement être effacé pour les générations qui coexistaient dans la République fédérale. Dans les années 60, les étudiants des campus savaient parfaitement que leurs parents n'avaient pas réussi à résister à la montée du fascisme. L'arrivée d'Hitler au pouvoir avait balayé tous les vestiges de démocratie et détruit les deux plus grands partis ouvriers d'Europe et laissé son empreinte politique et

psychologique sur les enfants des années 50. Même avec le silence absolu qui régnait sur cette question, ils savaient profondément que quelque chose n'allait pas. La guerre du Vietnam servit de catalyseur. "Nous sommes une minorité active", scandaient les militants de la SDS dans les meetings et les manifestations. C'est ainsi qu'ils criaient leur défiance vis-à-vis d'un passé qui restait présent au cœur de chaque famille. Mieux vaut une minorité active qu'une majorité passive, aveugle aux crimes commis chaque jour. C'était là le message de la SDS allemande, qui, dans les années qui ont suivi, allait être repris à leur compte par quelques-uns de ses partisans, dans un cours désespéré et auto-destructeur. "Minorité active" cela allait ultérieurement être interprété comme une justification de "la guérilla urbaine" dans les villes allemandes avec de tragiques conséquences.

### L'offensive du Têt

C'est le deuxième jour que j'ai pris la parole devant le Congrès, sur la guerre et la solidarité. Le FNL avait lancé une nouvelle offensive militaire dans le Sud-Vietnam pour marquer le nouvel an vietnamien, le Têt. L'offensive du Têt avait commencé pendant que nous nous préparions à ouvrir le Congrès. Toute nouvelle victoire était annoncée à l'assemblée au milieu d'applaudissements de plus en plus forts. Les Vietnamiens étaient en train de démontrer, de la façon la plus concrète qu'on puisse imaginer, qu'il était possible de se battre et de gagner. Ce fut un élément décisif pour façonner la conscience de notre génération. Nous pensions que le changement n'était pas seulement nécessaire, mais possible. Le thème de la solidarité internationale semblait plus vital que jamais auparavant et j'attaquai violemment le Sommet de Glassboro aux Etats-Unis où Kossyguine et Johnson avait trinqué ensemble, alors que le Vietnam était dévasté par les bombardiers américains. Je déclarai que c'était une obscénité. La plupart des discours furent applaudis et interrompus au cri de "Hô-Hô-Hô Chi Minh !", qui a traversé toutes les frontières d'Europe cette année-là. (...)

Puis, Rudi Dutschke se leva et fit une puissante intervention liant la lutte contre les Etats-Unis au Vietnam, avec les batailles à mener contre l'ordre bourgeois en Europe. Il parla d'étendre les bases du mouvement étudiant par une "longue marche à travers les institutions", expression très utilisée et discutée dans la SDS. La théorie de Dutschke dérivait largement d'Herbert Marcuse, le philosophe vétéran de l'Ecole de Francfort d'avant-guerre, qui avait une grande influence parmi les étudiants allemands. Cette "longue marche" ne signifiait pas "miner de l'intérieur", mais gagner de l'expé-

Manifestation des Jeunesses socialistes allemandes contre le chômage



rience sur tous les fronts : éducation, ordinateurs, mass-media, organisation de la production, tout en préservant, simultanément, sa propre conscience politique.

L'objectif de la "longue marche" était de construire des contre-institutions. Des zones libérées au sein de la société bourgeoise, qui seraient l'équivalent des zones libérées par les partisans de Mao, en Chine, durant la longue guerre civile menée par les communistes chinois. L'université avait une place décisive dans une telle perspective, car c'est là que des cadres nouveaux pouvaient être éduqués et se préparer à remplacer les cadres de la classe au pouvoir. (...)

L'un des sommets du congrès fut l'arrivée à la tribune de deux Américains noirs, tous deux vétérans du Vietnam. Avant même de prendre la parole, ils reçurent une ovation de la salle debout. Puis ils décrivent brièvement la guerre, expliquant l'utilisation des Noirs comme chair à canon. Ils nous ont dit que l'Amérique noire était au bord de grandes ruptures et se tenant par le bras, ils entonnèrent un chant que nous n'avions jamais entendu, bien qu'il soit très connu aux Etats-Unis :

*Je ne veux pas aller au Vietnam  
Parce que le Vietnam c'est là où je suis  
Diable, non ! Je n'irai pas !  
Diable, non ! Je n'irai pas !*

Les acclamations durèrent plusieurs minutes, tandis que les deux vétérans saluaient le poing levé.

Tout le monde attendait la décision du tribunal à propos de la manifestation. J'étais sûr que le juge avait reçu des informations sur l'état d'esprit et le grand nombre des participants au Congrès. Le poète austro-allemand Erich Fried était en train de parler quand il fut interrompu par la présidence. Le tribunal autorisait la manifestation à condition qu'elle ne s'approche pas des soldats ou des casernes américaines de la ville. C'était une victoire qui fut accueillie comme telle, mais à ce moment là, Rudi Dutschke demanda la parole et bondit à la tribune. Il était ravi du résultat, mais voulait contester la restriction. Il était intolérable que nous ne puissions pas essayer de parler aux soldats américains. Sa voix s'éleva : "*Mais, camarades, c'est cela justement que nous devons faire. Si l'ennemi fixe les règles du jeu et que nous les acceptons, cela signifie, comme Herbert Marcuse nous l'a souvent dit, que nous jouons avec leurs règles.*" Cette fois encore le Congrès se divisa. Alors Fried, lui-même vétéran anti-nazi qui avait dû fuir l'Autriche et chercher refuge à Londres, écrivit un message pour Dutschke : "*Notre victoire tient à ce que nous avons obtenu la manifestation. Pas de provocation, s'il te plaît ! J'ai dit et sauvé mon âme.*" Dutschke s'arrêta et lut ce message pour lui-même. Après une pause il informa l'assemblée de son contenu et admis que sa propre réponse était erronée. Tout le monde poussa un soupir de soulagement.

Nous avons manifesté l'après-midi. C'était un spectacle auquel Berlin n'avait pas assisté depuis plus de 30 ans. 15 000 personnes, surtout des jeunes, une mer de drapeaux rouges et de portraits géants de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, qui ont été brutalement assassinés dans cette même ville en 1919 sur l'ordre des centres politiques de Schutz et Neubauer. Il y avait aussi de grands posters de Hô Chi Minh et de Che Guevara, dont l'image dominait notre cortège. Nous avons descendu le Kurfurstendam en marchant et en courant, terminant par un rassemblement massif, où certains d'entre nous furent de nouveau priés de prendre la parole. Nous avons levé nos drapeaux au cœur même de l'Europe dominée par les Américains.

### Rudi Dutschke

La presse réactionnaire d'Axel Springer avait averti les Berlinoises qu'il y aurait de la violence et du sang, et Dutschke était "l'ennemi public N°1" et que les citoyens devaient se préparer à défendre Berlin. Mais en réalité la manifestation resta pacifique.

De tous les mots d'ordre scandés ce jour-là, celui qui apparaissait le plus proche de la réalité était "*FNL vaincra*". Quant au moins probable il y avait le choix, mais "*Tout le pouvoir aux soviets*" semblait la plus lointaine des probabilités dans un Berlin où Neubauer avait une large base. (Des années plus tard il fut reconnu coupable de corruption à grande échelle, impliqué dans une affaire criminelle et il perdit son poste, mais continua de défendre sa façon autoritaire de gérer la ville). Nous avons fêté le succès de la manifestation et j'ai invité les dirigeants de la SDS à envoyer des militants à notre propre manifestation, le mois suivant, à Londres. (...)

Tard, une nuit, j'ai reçu un coup de téléphone de Berlin. C'était une amie de la SDS et pendant quelques minutes, elle resta sans pouvoir parler, car elle sanglotait sans pouvoir se contrôler. Paralysé par l'inquiétude, je lui demandai de m'expliquer ce qui était arrivé. Un fanatique d'extrême-droite avait tiré sur Rudi Dutschke. Vivait-il encore ? La blessure était-elle sérieuse ? Où se trouvait-il ? Il était en réanimation, inconscient. La balle était entrée dans la tête et l'opération était imminente, mais ses chances de survivre étaient très minces. La SDS avait appelé à des manifestations dans toute l'Allemagne et informait les amis à travers toute l'Europe. (...)

Cette nuit-là le téléphone n'a pas arrêté de sonner. Cette tentative d'assassinat a bouleversé tout le monde. ■

### Suite de la page 28

J'ai donc refusé et je refuse toujours de me soumettre à des devoirs qui m'ont été ordonnés et qui découlent en apparence de la sentence et je ne reconnais pas le droit actuellement appliqué par les autorités à mon encontre, et qui se fonde sur les énoncés de la sentence.

C'est pourquoi je suis actuellement en cours d'inculpation à cause d'une "infraction contre la décision judiciaire" (article 7, alinéa d, de la Loi sur les infractions). Je peux donc m'attendre à d'autres persécutions à l'avenir.

■ **Mais vous en arrivez là à une situation de conflit radical par rapport au pouvoir...**

- J'en suis pleinement conscient. La situation où je me suis trouvé est un dilemme. Soit il aurait fallu se soumettre à un pouvoir de fait qui se justifie par des fictions, par des constructions juridiques inadmissibles ou par des agissements illégaux, et prétend à un droit qu'il n'a point ; soit il faut choisir la voie d'une résistance et d'un refus déterminés même au prix d'un risque personnel considérable. J'ai opté pour cette deuxième possibilité et je n'accepterai aucune compromission seulement afin d'éviter d'autres poursuites.

Le droit pour moi, c'est sacré.

■ **Si la sentence contredit tellement la loi, qu'est-ce que vous envisagez de faire ?**

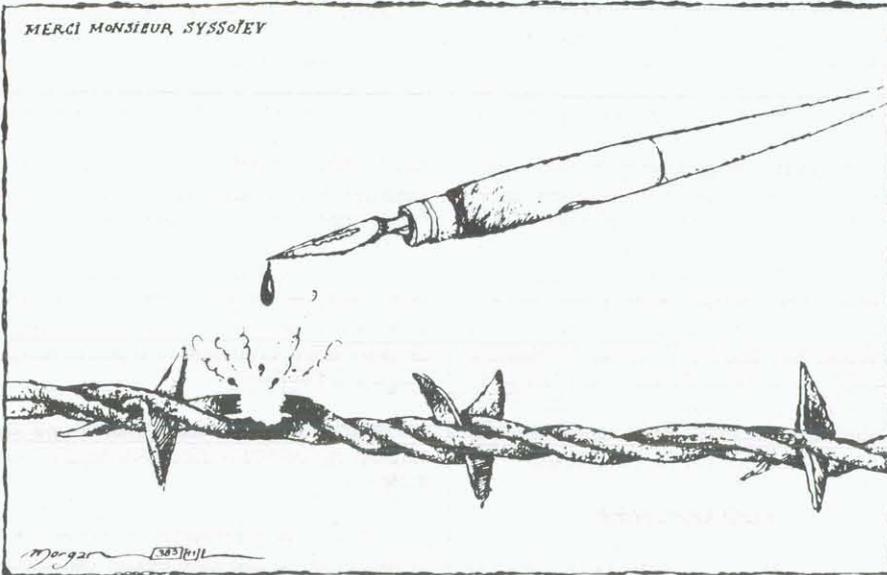
- Nous allons essayer, mon frère et moi, d'exploiter les moyens exceptionnels de recours qui sont, premièrement la réouverture de l'instruction et, deuxièmement, la plainte contre la violation de la loi. Le problème principal reste naturellement l'aspect politique car les forces qui ont construit le procès vont certainement agir pour empêcher son annulation et continueront à ordonner d'autres poursuites. La situation globale de la justice tchécoslovaque est aussi un problème grave. Il n'existe pas d'instance auprès de laquelle on pourrait démontrer les violations de la loi, le Procureur général reste inactif. J'espère cependant que nous trouverons les voies permettant de faire prévaloir la vérité, le droit, la justice.

■ **Que diriez-vous en conclusion ?**

- Globalement dans tout notre système d'instruction pénale, la partie du droit est absente. L'autorité se compose de deux éléments : l'exercice du pouvoir et l'exercice du droit. Le droit s'arrête là où commence son abus. Après il ne reste que le seul exercice du pouvoir dans sa conception machiavélique. ■

Informace o Charte 77,  
9 avril 1988

MERCI MONSIEUR SYSSOJEV



## TCHECOSLOVAQUIE

# Mort en prison

UN TCHECOSLOVAQUE de souche allemande, Pavel Wonka, 35 ans, mécanicien auto a été libéré le 23 janvier 1988, après avoir purgé 21 mois de prison parce qu'il s'était porté, en 1986, candidat indépendant aux élections législatives et faisait campagne en conséquence. Son acte fut considéré par le tribunal comme un "crime d'incitation à la rébellion" et une "attaque contre l'autorité de l'Etat".

Il fut réincarcéré le 5 avril 1988 et inculpé "d'infraction au règlement de l'assignation à domicile", peine qu'il devait subir durant trois ans suivant sa libération.

Il est mort, peu après, à la Maison d'arrêt de Hradec Kralové, le 26 avril 1988, à la suite, semble-t-il, d'une embolie pulmonaire due aux mauvais traitements qu'il a subis durant son incarcération.

Le Comité de défense des personnes injustement persécutées (VONS) affilié à la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), avait fait état, à plusieurs reprises, de la fragilité de sa santé qui se dégradait dangereusement et demandait, à ce titre, l'arrêt de toutes les persécutions à son encontre et sa libération immédiate.

Nous reproduisons l'entretien qu'il avait accordé à Libuse Silhanova, écrivain, pour le journal de la Charte 77, *Informace o Charte 77*, lors de sa dernière courte période de liberté.

**Libuse SILHANOVA :** Vous êtes sorti de prison. Comment vous sentez-vous ? Je pense au plan physique et psychique ?

**Pavel WONKA :** J'ai vécu en prison des moments vraiment très difficiles. J'ai passé la plupart du temps en isolement, au cachot. Les derniers six mois, j'ai dû rester au lit, ce qui n'a pas été sans conséquences sur mon état physique. Ma difficulté principale est une faiblesse généralisée qui se manifeste surtout par le fait que je ne peux presque

pas marcher. En ce qui concerne mon état psychique, je me sens à peu près bien. Pendant les longs moments d'isolement, de multiples pensées tournaient dans ma tête, concernant surtout le droit et la justice, et maintenant, je voudrais bien les exprimer de quelque façon.

■ **Je pense que votre cas était assez particulier ; en quoi avant tout ?**

- Il faut le considérer au niveau politique car la cause immédiate de mon arrestation et de celle de mon frère était

bien ma candidature aux élections législatives. Le seul fait que les autorités aient réagi à cette candidature en nous mettant en prison était sans précédent. L'accusation s'appuyait sur mes cinq requêtes adressées à l'Etat tchécoslovaque. Les autorités ont fait des efforts désespérés pour nous emprisonner coûte que coûte. Comme cela n'était pas possible légalement, elles n'ont pas hésité à le faire en enfreignant la loi d'une façon grossière. Je voudrais faire remarquer le caractère général de l'instruction qui ne se déroulait pas comme c'est le cas habituellement pour une instruction pénale. Il ne s'agissait pas d'une procédure dont la finalité est fixée par l'article 4 du Code de la procédure pénale. Il ne s'agissait ni de la protection ni des intérêts de la société, ni des droits des citoyens, mais d'une affaire de persécution purement arbitraire. Le contenu même de l'instruction reflétait bien cet état des choses. Les autorités d'instruction ont choisi des moments propices dans nos biographies et s'efforçaient de les faire entrer de force dans le cadre formel des crimes. Il s'agissait donc de la fabrication de fausses inculpations. Il n'était pas exceptionnel que pour avoir les "preuves", ils se procurent de faux témoignages, ce que je peux prouver et qui a d'ailleurs été démontré par le fait que des parties entières de l'acte d'accusation ont dû être annulées.

En ce qui concerne le procès au sens strict, il n'aurait pas dû avoir lieu, le principe de l'accusation faisait défaut car nous avons été présentés devant le tribunal sans motif d'accusation valable. Une simple énumération des violations de la loi, aussi bien du point de vue du droit matériel que celui de la procédure, prendrait trop de temps pour qu'elle puisse être reproduite ici. Je me contente donc du constat que presque tous les principes généraux de l'instruction pénale ont été violés, notamment ceux de la présomption d'innocence, de la vérité objective, de la défense, mais aussi les principes du droit de parole, de l'accès du public aux débats, etc.

La sentence même s'écarte des nécessités prescrites par la loi, la défense n'est pas explicitement traitée dans ses parties principales, les conclusions matérielles et juridiques du Tribunal, ne sont pas argumentées juridiquement.

■ **En vous écoutant, je pense que de tout cela découle votre réaction particulière devant la sentence ?**

- Oui, vous avez raison. la sentence tout entière est illégale ; même si nous laissons de côté ces nombreuses infractions et violations contre la loi, elle a été prononcée lors d'un procès qu'il n'était pas possible de mener dans le cadre de la loi. La sentence est donc illégale, dès le début, et c'est pourquoi elle ne peut avoir aucune conséquence, il ne peut en découler ni un droit ni un devoir.

Suite page 27